

tribune internationale

N° 2 - Février 1982

LA VÉRITÉ

Prix : 10 F

Amérique centrale

MALGRE l'aide massive et croissante de l'impérialisme américain, lequel menace d'intervenir directement dans la région, les peuples d'Amérique centrale, les guérillas au Salvador et au Guatemala ont repris l'offensive contre les régimes chancelants. Ce numéro contient un dossier sur les développements en cours qui font de l'isthme une véritable poudrière (voir pages 17 à 20).

Brésil

COMME un véritable défi à la dictature, la Convention du PT de Sao Paulo a décidé de présenter « Lula » comme candidat au poste de gouverneur de l'Etat.

Contre l'interdiction faite par la dictature contre le président du PT et d'autres dirigeants du seul parti ouvrier existant légalement dans le pays, une vaste campagne nationale et internationale est en cours pour imposer le droit de « Lula » à être candidat (voir pages 11 et 12)

France

VAGUE de grèves contre l'« aménagement du temps de travail » ; décision du Conseil constitutionnel contre la loi de nationalisation présentée par le gouvernement ; attaques contre les acquis sociaux de la part du ministre du Travail du gouvernement de front populaire, tous ces faits démontrent que « l'état de grâce » est révolu.

Les congrès de la FEN et de l'UNEF indépendante et démocratique revêtent dans la situation actuelle une importance particulière (voir pages 6, 7 et 8).

Italie

LE général Dozier libéré par un commando spécial, des centaines d'arrestations. S'agit-il de la fin des Brigades rouges ? Qui est derrière ces organisations armées ? Quel rapport existe entre la Démocratie chrétienne et les groupes terroristes ? (page 5)

Tchad

L'ORGANISATION de l'UNITE AFRICAINE propose la négociation entre les deux parties en conflit. Hissène Habré réapparaît en scène et des secteurs impérialistes influents président à sa remontée fulgurante.

Kadhafi intervient directement ainsi que le gouvernement français, de manière discrète. Conflit de clans ? Simon Komaf analyse les racines de la guerre civile au Tchad (page 10).

POLOGNE: ECHEC A LA "NORMALISATION"

Quelques-uns des documents publiés dans la clandestinité par les militants de *Solidarité*.



Iran Trois années après la chute du chah

(lire page 9)

DERNIERE MINUTE

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons l'assassinat de Ana Maria Martinez, militante du Parti socialiste des travailleurs d'Argentine (PST), qui avait été enlevée le 4 février à Buenos-Aires par un groupe d'hommes armés. Contre ce lâche assassinat, pour le châtiement des coupables, pour la réapparition en vie des disparus, une large campagne internationale doit se développer. Les sections de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » seront au premier rang de ce combat.

« Eurocommunisme » ou crise du stalinisme ?

(lire pages 3 et 4)

*La révolution politique
en URSS et en Europe de l'Est
Contribution de Stéphane Just
pour la Conférence mondiale*

(lire notre supplément)

POLOGNE

Echec à la « normalisation »

Deux mois jour pour jour après la proclamation de l'état de guerre, les commentateurs de la presse occidentale mettent tous leurs soins à se faire l'écho des journalistes du général Jaruzelski. Ils voudraient nous faire admettre que l'ordre règne en Pologne. A défaut d'un ordre tout à fait serein, la résistance ne serait que l'œuvre de terroristes, comme le prouverait la découverte d'une bombe « de fabrication artisanale » à Lublin ou, au pire, la manifestation de quelques centaines d'étudiants « égarés » à Gdansk. Ce sont là des mensonges auxquels ont toujours recours ceux qui veulent assujettir les peuples à un système d'exploitation et d'oppression. Ils n'y peuvent cependant rien. La réalité de la situation en Pologne est que la résistance révolutionnaire des travailleurs, des jeunes, du peuple polonais met en échec la contre-révolution organisée, sur ordre du Kremlin, par la bureaucratie polonaise.

CERTES, la répression se déchaîne, mais elle ne vient pas à bout de cette résistance. Les usines ont été militarisées, les ateliers, isolés les uns des autres, ont été placés sous la surveillance des équipes civiles de volontaires de la milice (ORMO) et des membres des services de sécurité (SB).

Jaruzelski a déclaré, le 25 janvier, devant la Diète, que « l'état de guerre promettait une meilleure discipline dans les entreprises marquées notamment par la diminution de l'absentéisme ». Voilà, en réalité, dans quels termes le bulletin clandestin *Solidarność* de la région de Varsovie relate la grève du zèle organisée le 29 janvier dans une

usine de Wrocław.

Personne ne travaillait

« Usine Dolmel : d'après les récits de trois témoins, presque tous les ouvriers ont pris part à l'action de protestation dans la plus grande salle de production. Dans un autre département de production, les employés ne faisaient rien. Seulement lorsque le directeur apparaissait, ils faisaient semblant de travailler (...).

Dans le département TP-3, les gens voulaient faire quelque chose. Le directeur, Tadeusz Galik, se promenait dans l'usine, justement à midi avec un personnage inconnu et suspect. C'était vraiment inhabituel car le directeur n'a pas l'habitude de sortir de son bureau. Les gens étaient très pâles mais très décidés à ne pas travailler. Ils faisaient semblant de travailler (...).

Bureau de construction : deux membres de la SB ont fait une perquisition.

Hangar pour l'outillage : personne ne travaillait. Administration : personne ne travaillait (...).

La veille, il y avait eu des entretiens avec les "suspects". On a averti qu'en cas de grève, les "suspects" seraient arrêtés. Mais il paraît qu'il n'y a pas eu d'arrestations (...).

L'action a été très bien accueillie par les ouvriers. Ce n'était pas une protestation ouverte, mais les gens ne travaillaient pas et la direction et les surveillants avaient peur. Les tracts sont parvenus à tout le monde. Ce fut une grande satisfaction pour les travailleurs : ils ont vaincu leur peur. L'action a redonné du courage aux gens et recréé des liens entre eux. La protestation a démontré que tout n'était pas perdu. »

Des bulletins réguliers

Les procès expéditifs ou les condamnations « exemplaires » se multiplient. En même temps, des actions de protestation massive sont organisées au cours même des pro-

cess, comme à Ursus, Gdansk, Varsovie.

Les listes des internés sont dressées dans toutes les régions et villes de Pologne, la solidarité est effective avec les militants arrêtés et leurs familles prises en charge par des comités de défense sociale renouant avec toute l'expérience de la classe ouvrière polonaise qui l'a amenée à constituer *Solidarność*.

Avant tout, l'incapacité de la bureaucratie à « normaliser » la situation en Pologne se manifeste par son incapacité à liquider l'organisation indépendante *Solidarność* édiflée durant une année et demie par le peuple travailleur.

Par la parution croissante de bulletins réguliers au niveau des entreprises, des villes et des régions, par l'organisation de réseaux clandestins et la mise en place de coordinations et de comités régionaux *NSZZ Solidarność*, les ouvriers, les paysans et les étudiants organisent leur résistance dans *Solidarność* et rendent impossible pour Jaruzelski de rallier quiconque à la « normalisation ».

La « déclaration des membres de la direction nationale en liberté du *NSZZ Solidarność* », d'après les « informations » du 6 janvier, comme leur déclaration d'après « Notre commentaire » du 12 janvier (feuilles de *Solidarność*), attestent de la façon la plus significative, après deux mois d'état de guerre, que launte militaire n'a pu avancer d'un pas dans la voie de l'intégration de *Solidarność* :

« Il est parfaitement clair qu'on essaie aujourd'hui de créer un nouveau syndicat, totalement soumis au régime et qui de surcroît s'approprierait le nom de *Solidarność*. N'oubliez pas que seuls les délégués légalement élus par le congrès peuvent prétendre représenter le syndicat. Toute autre forme de négociation constituerait une tentative visant à briser notre unité, à anéantir le syndicat. Si toutefois, à l'aide de traîtres et de collaborateurs, les autorités arrivaient à noyauter le syndicat, nous devrions le quitter en signe de protestation. »

« Déclaration des membres de la direction nationale en liberté de *Solidarność* : compte tenu du com-

muniqué de l'agence de presse polonaise PAP du 5 janvier 1982, faisant état de prétendus entretiens qui se dérouleraient, au siège du ministre chargé des relations avec les syndicats, avec des représentants du mouvement syndical, le *NSZZ Solidarność* y compris, nous informons que la direction nationale de notre syndicat n'avait mandaté personne parmi ceux de ses membres encore en liberté pour conduire de tels entretiens. Les seuls contacts officiels qui, depuis le 13 décembre 1981, ont eu lieu avec le WRON, étaient ceux, inéluctables, qui accompagnaient la réquisition forcée des biens syndicaux par la direction militaire provisoire.

Nous déclarons : le communiqué de la PAP est une mystification du pouvoir censée faire croire que launte militaire dispose d'un quelconque moyen de sortir de l'impasse dans laquelle elle s'est mise. Un autre objectif du communiqué, faisant état d'entretiens fictifs avec des syndiqués anonymes, est indubitablement le désir du WRON de préparer la classe ouvrière à des hausses de prix et donc du coût de la vie catastrophiques, alors que le pouvoir lui-même s'est privé de toute possibilité de consultation sociale. »

« Nous ne savons pas encore ce qu'il reste à payer »

Cette séparation totale entre la bureaucratie polonaise, agence du Kremlin, et le peuple, renforce aujourd'hui encore plus les contradictions qui avaient rendu nécessaire pour le Kremlin la proclamation de l'état de guerre afin de préserver tout l'édifice sur lequel reposent ses privilèges.

Il ne s'agit pas seulement de la ruine du POUP, qui, selon les informations officielles, a perdu 500 000 membres depuis le mois de juillet et qui a fait dire à M. Zablocki, le 25 janvier : « Si l'état de guerre est un moindre mal, il est un mal, il a son prix et nous ne savons pas encore ce qu'il reste à payer », mais il s'agit surtout du fait que la bureaucratie du Kremlin est intervenue en Pologne parce qu'il est clair que le mouvement de la révolution politique était en train

Nous venons d'apprendre par une conférence de presse le lieu de détention d'Edmund Baluka. Arrêté le 13 décembre à Szczecin, détenu à Gole-

niow, Edmund Baluka a été transféré le 17 janvier à Wierzchowo-Pommorskie K/Złoscieniec, dans la région de Koszalin.



Carte des camps, parmi lesquels celui de Wierzchowo.

Extraits du bulletin de *Solidarność* n°9 paru à Gdansk le 18 décembre

Le bulletin, sous la forme d'un tract, dont nous publions ici des extraits, est un des milliers parmi ceux qui sont aujourd'hui diffusés en Pologne de façon plus ou moins ouverte. Les bulletins *Solidarność* d'entreprise, de ville ou de région donnent des informations sur les prisonniers, leur lieu de détention, mais aussi des consignes pour l'action contre la répression et pour organiser la résistance.

Informations du pays

Plus de 300 prisonniers politiques sont détenus à la prison de la rue Kurkowa. Les femmes arrêtées dans la région de Gdansk ont été transférées du camp de Fordon (près de Bydgoszcz), Goldap (voïvodie de Białystok). Même chose pour les femmes de Torun et Bydgoszcz (en tout 38 personnes) (...).

Zbigniew Bujak, président de la région de Mazowsze, membre du presidium *KK-NSZZ Solidarność* dans la lettre de bons vœux qu'il a rédigée, a rendu hommage à l'attitude digne des Polonais jusqu'à présent et a lancé un appel à continuer la résistance, expliquant encore qu'il croit à la victoire finale de la société.

Prisons

De nouveaux camps sont ouverts, par exemple à Uherka, près de

Przemysl, localité proche de la frontière avec l'URSS. C'est une ancienne carrière.

Nous apprenons que la discipline dans les prisons a été renforcée. Par exemple, les personnes internées à Lowicz, surtout des membres de *Solidarność* de Zyrardow, n'ont plus de visites ni de paquets. Il y a un autre camp à Potulice, près de Bydgoszcz y sont internés des militants de Bydgoszcz et de Torun ainsi que des agriculteurs individuels des environs (...).

Procès

Dans les procès, en public et lorsque la défense est préparée par des avocats, les peines prononcées sont moins fortes. A Varsovie, c'est l'ensemble des avocats qui ont déclaré assurer la défense des accu-

sés. Pour les avocats, c'est M^e de Virion qui dirige l'action.

Comité de défense sociale

Il existe depuis les premiers jours de la mise en place du régime militaire. Il s'occupe d'apporter son aide aux internés, d'envoyer des paquets aux prisonniers (...).

On ne connaît toujours pas la date du procès des travailleurs de « Hartwig » de Gdansk. Ce n'est que le 13 janvier qu'on a permis aux personnes arrêtées d'avoir un contact avec leurs familles. Une action de protestation passive est prévue pour le procès lui-même : des gens viendront dans la salle avec des brassards noirs et arborant des insignes de *Solidarność*. Nous demandons à tous ceux qui ne veulent pas rester indifférents, de venir assister aux procès dans les salles des tribunaux. Ces procès ne peuvent avoir lieu sans qu'y participe la société.

Licenciements

L'institut de pêche maritime : on y a licencié 180 personnes à cause de leur appartenance à *Solidarność*.

Dalmor : 140 personnes licenciées. On accepte de les réintégrer, mais sur étude des cas individuels.

Le comité départemental de la milice est en train de vérifier le dossier de tous les journalistes du journal *Głos Wybrzeża*. Il n'y reste plus que 7 personnes. La rédaction du journal *Czas*, sans attendre même les sanctions, s'est dissoute d'elle-même. Le rédacteur de *Dziennik Baltycki*, J. Krelikowski, est devenu rédacteur en chef de la « feuille de chou » de Gdansk.

A la rédaction de la télévision de Gdansk il ne reste que 3 personnes.

Dans l'ensemble du pays, une commission de six personnes organise des purges dans toutes les rédactions. Toute l'administration de l'Association des journalistes polonais a été licenciée (...).

Les autorités essaient de réactiver dans « un nouveau style » *Solidarność*. D'après les premières informations, il semblerait que des discussions soient menées à ce sujet entre le ministre Ciosek et Rozwa-

lak (président de *Solidarność*, région Poznan - NDT), qui devrait soi-disant prendre des responsabilités dans les nouvelles instances du syndicat. Cependant, dans une conférence de presse, Rozwalak est publiquement revenu sur sa déclaration du 13 décembre 1981. Il a expliqué aux correspondants étrangers qu'il l'avait faite sous la contrainte, remettant par là-même en cause la crédibilité de tous ces genres de documents.

Elblag : dans les premiers jours du mois de janvier, sur une route qui mène à un refuge forestier, un officier de la milice a abattu sous les yeux d'un bataillon de l'armée un soldat qui refusait d'accomplir un ordre. Immédiatement l'armée a ouvert le feu, tuant l'officier de la milice. Il y a eu alors une véritable fusillade, qui a entraîné la mort de 14 personnes et 400 blessés. A été mis en place, à la suite de cet incident, le blocus d'Elblag ; le voïvode a été démissionné et on a nommé à sa place un commissaire militaire (...).

«Eurocommunisme» ou crise du stalinisme ?

de gagner l'Europe de l'Est et les peuples d'URSS eux-mêmes.

L'état de guerre n'a pas mis un terme à ce mouvement, comme en témoigne indirectement la déclaration de Sandor Gaspar, président des syndicats hongrois, le 6 février, à la télévision hongroise : « Si les mouvements syndicaux des pays socialistes n'ont pas leur propre identité, leurs propres droits, s'ils ne sont là que pour appliquer des ordres, cela conduira tôt ou tard à des conflits ; cette expérience historique a été prouvée par les événements de Pologne. »

Le choc qui se prépare

C'est la même inquiétude devant la résistance du peuple polonais qui a décidé Reagan à libérer une partie de la dette du gouvernement polonais envers les banques américaines.

Mais aucune abjuration n'y fera. Le pouvoir politique entre les mains de la bureaucratie ne peut conduire qu'à la ruine économique, à l'organisation de la famine par les hausses considérables des prix des produits alimentaires et au chômage.

Les hausses de prix décidées à partir du 1^{er} février en Pologne, alors qu'en Roumanie, Ceausescu annonce des mesures identiques, ont d'ores et déjà dressé les ouvriers et les jeunes ouvertement contre la junte militaire. Des manifestations ont eu lieu à Gdansk, Poznan, Lodz et Swidnik, dans la région de Lublin. Elles sont annonciatrices du choc qui se prépare.

En reconstruisant *Solidarité*, syndicat indépendant, le peuple polonais organise la résistance révolutionnaire contre la bureaucratie haïe.

Les partis politiques constitués par des militants et des travailleurs polonais avant le 13 décembre, à l'avant-garde de l'action des travailleurs, ont engagé le combat politique pour en finir avec le monopole du pouvoir entre les mains de la bureaucratie, pour la défense de la liberté et du socialisme.

Forestier,
16 février 1982

Informations de l'étranger

Les dockers américains boycottent les marchandises venant de Pologne. Les bateaux dont il n'est pas certain que leur cargaison arrivera entre les mains des Polonais eux-mêmes ne sont pas chargés. Une initiative semblable a été prise par les dockers des pays de l'Europe de l'Ouest (...).

En réponse à la dissolution du NZS (Union indépendante des étudiants), les étudiants polonais membres du NZS qui se trouvent actuellement à Paris ont créé un groupe de coordination NZS, qui a été reconnu et accepté comme représentant par les membres de l'Association internationale indépendante des Etudiants.

La dissolution du NZS a entraîné la protestation de nombreuses organisations étudiantes dans le monde entier qui luttent pour la pensée politique indépendante.

Les membres de *Solidarność*,
Les membres du NZS
Les membres des
« Editions indépendantes »

Le phénix « eurocommunisme » a du plomb dans l'aile. Devant la situation qui affecte aujourd'hui le Parti communiste italien et plus encore le Parti communiste espagnol, il est difficile de soutenir, comme certains s'y essayèrent dans les années 1970, que l'eurocommunisme représente une nouvelle jeunesse pour les partis stalinien d'Europe occidentale, ou, comme le dit le PCE lui-même, « un mouvement de réveil et de régénérescence créatrice du marxisme ».

VIEUX militant du PCI. Alberto Jucoviello s'inquiète dans une « tribune internationale », celle du *Monde* : « Ce serait un amer paradoxe que ce soit la rupture avec l'Union soviétique qui, en crise elle-même, provoque la crise du parti communiste le plus vivant. »

Une journée passe, et la direction du parti stalinien italien appelle à la « vigilance » face à l'« activité d'un petit groupe qui préparerait des initiatives clairement étrangères aux statuts et aux règles politiques et morales qui sont le patrimoine inaliénable d'un parti comme le nôtre », et ce « spécialement depuis les attaques menées par la presse soviétique contre le PCI ».

Sur les plaies ouvertes de longue date par la crise du Parti communiste espagnol, le coup de force militaire en Pologne est venu jeter une pelletée de sel, à tel point que *Le Monde* estime aujourd'hui que le parti dirigé par Santiago Carillo est « menacé d'éclatement ».

L'eurocommunisme apparaît aujourd'hui clairement pour ce qu'il a été dès l'origine : l'expression convulsive et désordonnée de la crise internationale du stalinisme.

En secouant avec une vigueur renouvelée la domination de la bureaucratie, en portant à un degré d'organisation et de conscience sans précédent la lutte de la classe ouvrière des pays de l'Est de l'Europe contre le pouvoir des héritiers de Staline, le choc de la révolution politique en Pologne s'est répercuté partout : au Kremlin même, dans les bureaucraties satellites, dans l'ensemble de l'appareil

international du stalinisme et en particulier au sein des PC d'Europe occidentale. Et même au sein des régimes bureaucratiques qui ne sont plus directement inféodés à Moscou, comme en témoignent les réactions venues de Pékin.

Pologne : la « mauvaise » solution

Pour le PCE et le PCI, porte-parole les plus éminents de « l'eurocommunisme », l'expression de cette aggravation de la crise a pris la forme d'une « rupture » affichée avec Moscou, sur l'interprétation des événements du 13 décembre en Pologne, et, au-delà, d'une mise en cause du « modèle soviétique ».

Pour apprécier les contours exacts de cette crise, il convient d'étudier les textes.

La résolution de la direction du PCI du 30 décembre dernier — dont nous publions par ailleurs de larges extraits —, intitulée « Réflexion sur les dramatiques événements de Pologne », réitère la « condamnation catégorique du coup d'Etat militaire en Pologne ». La « résolution du comité central du PCE sur la situation en Pologne » du 9 janvier se contente de noter qu'« un régime militaire, une dictature de l'armée sont des formules totalement étrangères au marxisme et au léninisme ».

Mais, et cela est en contradiction avec l'appréciation portée par exemple par le PCF, les deux déclarations se rejoignent sur un point : la solution Jaruzelski n'est pas la

bonne. Le comité central du PCE « estime que la seule possibilité de solution pacifique et démocratique réelle est toujours dans l'abrogation de la loi martiale et dans la reprise d'un dialogue responsable entre le POUP, *Solidarité* et l'Eglise ».

Le PCI se prononce lui aussi pour « la reprise du dialogue » et la recherche « de l'entente entre les composantes fondamentales de la société polonaise : parti, syndicat, Eglise ».

Non seulement d'ailleurs, l'agence polonaise de la bureaucratie du Kremlin, le parti des bureaucrates haïs par les masses polonaises, est qualifié de « composante fondamentale » de la société, mais on lui fait crédit des « efforts » et des « tentatives » faites dans la direction du « renouveau démocratique ». Et on lui trouve encore des circonstances atténuantes : « ... Il semble indubitable que dans *Solidarité* des éléments contre-révolutionnaires ont pu s'introduire » (déclaration du comité central du PCE).

Cette reprise des « arguments » puisés directement dans l'arsenal de la *Pravda* éclaire sous un jour particulier le passage suivant dans la déclaration du PCE : « L'instauration d'un régime militaire vient, au contraire, renforcer le rôle des éléments qui voulaient transformer la « rénovation » en contre-révolution. »

Un accord avec « le parti de l'impérialisme »

A ceux qui penseraient naïvement que ces « éléments » représenteraient la hiérarchie catholique qui, quelles que soient les conditions particulières du pays, n'en demeure pas moins, en Pologne comme ailleurs, le parti de l'impérialisme, le PCE indique qu'ils se trompent :

« A partir d'une mentalité marxiste traditionnelle, on aurait tendance à considérer que l'influence catholique devrait imprimer, par principe, au mouvement de « rénovation » un sens de retour en arrière et réactionnaire. Cependant, à notre époque, tant le débat sur le caractère non nécessairement aliénant de la religion que la reconnaissance du rôle positif que certains secteurs chrétiens jouent dans la lutte libératrice, nous obligent à poser le problème d'une façon plus complexe. »

Dans le cas du PCE, comme dans celui du PCI, cette prise de position en faveur d'un accord fondamental avec la hiérarchie catholique est évidemment aussi un plaidoyer *pro domo* pour la politique conduite par ces partis en Espagne et en Italie, pays où le poids politique et institutionnel de l'Eglise est encore considérable.

Le PCI ne se limite d'ailleurs pas à défendre cet accord avec la hiérarchie catholique. Dans une table ronde publiée par *Rinascita*, hebdomadaire du PCI, Giancarlo Pajetta, responsable des relations extérieures de ce parti, rappelle qu'il existait en Pologne, avant 1947, « un fort parti paysan avec un vaste réseau de coopératives et de profondes racines dans le pays. » Et il déplore : « Au lieu de reconnaître cette réalité politique, on a inventé un autre parti paysan auquel on a reconnu le droit d'exister à condition qu'il reconnaisse le pouvoir du parti communiste. »

Avant d'en venir à ce que peut signifier aujourd'hui cette référence au parti bourgeois agrarien polonais, il convient de rappeler brièvement comment la paysannerie polonaise a vécu les événements qui se sont succédé depuis 1980.

Or, le fait marquant a évidemment été la formation de *Solidarité* rurale, à travers laquelle la paysannerie nouait avec la classe ouvrière et la jeunesse, organisées dans *Solidarité* et dans le NZS, une solide alliance dans la lutte contre le pouvoir de la bureaucratie. Dans son combat pour débarrasser la société du cancer bureaucratique, la classe ouvrière, qui retrouvait les voies de l'organisation indépendante, entraînait les masses paysannes dans la révolution politique.

Ce n'est d'ailleurs pas le moindre signe de maturité du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière polonaise. Pas trace bien sûr d'une telle analyse chez Pajetta, mais des regrets sur la disparition de l'organisation traditionnelle bourgeoise de la paysannerie, qui n'était au demeurant que l'expression de la domination des grands propriétaires sur les masses paysannes.

Bureaucratie et restauration

Ce n'est pas non plus par hasard que la déclaration de la direction du PCI rappelle « les tentatives qui... avaient pourtant été faites dans les différents pays (de l'Est européen) pour construire des régimes politiques (souligné par nous - NDLR) qui... auraient tenu compte de l'histoire de la structure sociale (souligné par nous - NDLR) et de la culture des différents peuples ».

Ce que le PCI n'indique pas, c'est que l'extension dans les « démocraties populaires » des rapports sociaux de production issus de la révolution d'Octobre, la bureaucratie du Kremlin a dû s'y résoudre, contrainte et forcée, pour endiguer et canaliser la mobilisation révolutionnaire des masses.

En Roumanie, exemple célèbre, Staline tenta jusqu'à l'extrême limite de maintenir la monarchie du roi Karol. Ce faisant, la bureaucratie du Kremlin appliquait à sa manière le mandat qui lui avait été confié dans le cadre des accords de Yalta et de Potsdam : assurer le reflux de la vague révolutionnaire qui déferlait sur le continent européen tout entier.

A l'Ouest de l'Europe, cette contribution fut assurée par la participation décisive des PC à la reconstruction des Etats bourgeois.

Cette réalité ne peut être prise en compte sans en revenir à la nature même de la bureaucratie du Kremlin : « un organe bourgeois de l'impérialisme au sein de l'Etat ouvrier qu'elle parasite » (*Thèses pour la reconstruction de la IV^e Internationale*, n° 16). De ce fait, la bureaucratie agit comme un relais constant de la pression impérialiste sur les conquêtes d'Octobre. Des manifestations de tendances restauratrices apparaissent concrètement dans la politique du Kremlin et de ses satellites : sous la double pression de l'impérialisme (financier en particulier) et de la faillite de la gestion bureaucratique de l'économie planifiée.

En témoigne tout récemment la relance des discussions en URSS sur la nécessité d'élargir encore la part déjà considérable des lopins individuels dans la production agricole. Le « kadarisme » hongrois, montré

(suite page 4)

Extraits de la déclaration du comité central du PC italien

(...) « C'est dans l'intérêt des forces démocratiques, socialistes et communistes de l'Europe occidentale, c'est l'intérêt des forces progressistes et de la paix dans le monde entier de favoriser et de garantir une solution pacifique et démocratique de la crise polonaise. »

Les outrances, les rétorsions, les menaces de sanctions contre tel ou tel pays, ou, pire, les calculs à des fins intérieures servent uniquement à refouler les résultats de l'histoire européenne de ces dernières années, à recréer un climat de guerre froide ; ils ne servent pas à la Pologne, à l'Europe et au monde. »

Ce serait en outre très grave si les négociations de Genève ou toute autre tentative de dialogue et d'accord pour le désarmement étaient interrompues à cause des événements de Pologne. La critique et la condamnation, pour dures qu'elles soient, ne peuvent être séparées de l'action responsable et clairvoyante pour que le peuple polonais retrouve des conditions de vie plus libres et plus démocratiques. Cela dépend aussi de la reprise et du développement de la détente en Europe et dans le monde. »

(...) Il y a eu de graves pressions, des ingérences indues, un pilonnage politique et idéologique contre l'effort de renouveau dans lequel étaient engagées une partie importante du POUP, de *Solidarité* et de l'Eglise. Tout cela a contribué à rendre plus difficile le nécessaire isolement et la défaite des différentes poussées extrémistes qui ont surgi dans la vie politique polonaise, dans le syndicat *Solidarité* et dans le parti, et qui recherchaient l'affrontement. »

(...) Et la coexistence pacifique elle-même ne peut pas être seulement l'expression de rapports diplomatiques et d'ententes entre Etats, mais requiert l'intervention active des peuples et en premier lieu d'un grand mouvement pour la paix. »

Le PCI ne sous-estime pas le rôle que l'URSS joue au plan mondial. Ce rôle, parfois, converge avec les intérêts des pays et des peuples qui se battent contre l'impérialisme et les régimes réactionnaires, pour la libération et l'indépendance nationale, parfois entre en opposition avec ces mêmes intérêts, lorsqu'il ne les viole pas ouvertement comme c'est le cas avec l'intervention militaire en Afghanistan. »

(...) Le PCI entend maintenir des rapports normaux avec tous les partis communistes de la même manière qu'avec toutes les autres forces socialistes, révolutionnaires et progressistes, sans liens particuliers ou privilégiés avec aucun d'entre eux, sur des bases d'une absolue autonomie de pensée et d'action politique, sans liens idéologiques, politiques ou d'organisation. »

(...) Nous devons défendre et renforcer l'unité du parti autour d'une ligne qui est la plus efficace à la fois pour changer les choses en Italie et pour contribuer à donner un élan nouveau à la lutte pour le socialisme à l'échelle mondiale. »

«Eurocommunisme» ou crise du stalinisme?

(suite de la page 3)

en exemple par certains à la bureaucratie polonaise, est la manifestation à ce jour la plus « avancée » de cette orientation.

Les banquiers occidentaux ne s'y trompent pas au demeurant, qui attendent de la « remise en ordre » tentée en Pologne par Jaruzelski le remboursement de leurs créances et l'extension future de leur intervention au sein de l'économie polonaise.

Car si la restauration n'a pas de meilleur agent que la bureaucratie, elle n'a pas de pire ennemi que la révolution politique conduite par la classe ouvrière.

coopération contre-révolutionnaire avec l'impérialisme.

La politique de « coexistence pacifique » a signifié pour les partis staliniens une adaptation toujours plus étroite aux intérêts de leurs bourgeoisies respectives. Ce qui veut dire, par exemple en Espagne, dans les termes mêmes utilisés par la déclaration du PCE, « l'application sans restriction des droits et des devoirs de toutes sortes consacrés par la Constitution de 1978. »

Traduction : le droit pour la monarchie franquiste de persévérer dans son être, et le devoir pour les sommets bureaucratiques des organisations ouvrières de l'y aider de toutes leurs forces.

plus grave est que des millions d'hommes, déçus par la série de phénomènes négatifs qui se produisent dans les pays du socialisme réel, cessent de croire au caractère libérateur du communisme. »

On est ici au cœur de la contradiction. Pendant des décennies, les partis staliniens ont assis leur influence sur des secteurs déterminants du mouvement ouvrier en s'appuyant sur l'assimilation frauduleuse entre la révolution d'Octobre et ses conquêtes, et d'autre part la bureaucratie contre-révolutionnaire, fossyeur du parti bolchevique de Lénine et de Trotsky.

Et alors que les masses s'arrachent progressivement aux illusions entretenues sur le contenu réel de la politique menée par chaque PC, politique de défense de l'ordre bourgeois tel qu'il est, elles tendent également, sous l'impact direct du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière à l'Est de l'Europe, à distinguer ce qui oppose, dans les faits, les conquêtes de la révolution d'Octobre et le pouvoir de la bureaucratie parasitaire.

« Nous ne pouvons pas vivre sans Moscou »

Lorsqu'il émet, en fonction même de son adaptation étroite aux « valeurs » de la démocratie bourgeoise, des critiques sur « les phénomènes de dégénérescence dans les pays du socialisme réel », le PCE, comme le PCI lorsqu'il critique « la conception monolithique du pouvoir » en URSS, contribue involontairement à aiguïser encore cette réflexion chez les travailleurs.

Mais, dans le même temps, autre volet de la contradiction, ces mises en cause du « modèle soviétique » font apparaître de très fortes résistances dans les différents couches des appareils, qui ont été sélectionnés et éduqués pendant des décennies par référence et dans la fidélité aveugle au Kremlin.

A ceux qui disent : « Nous ne pouvons plus vivre avec Moscou », répondent, à Madrid, comme à Rome et à Paris bien sûr, ceux qui affirment : « Nous ne pouvons pas vivre sans Moscou. »

La déclaration publiée le 25 janvier dans la capitale espagnole par 60 dirigeants du PCE et des commissions ouvrières est extrêmement significative :

« Notre parti traverse une crise d'identité politique et idéologique... Un parti communiste dépourvu de programme clair, de plus en plus détaché des masses... ne pratiquant pas de manière conséquente l'internationalisme (c'est-à-dire la fidélité au Kremlin - NDLR) peut-il être un parti de classe, à la fois démocratique et révolutionnaire ? Nous pensons que non, et qu'il est condamné à n'être qu'un parti marginal, victime de l'opportunisme. »

Ces phénomènes se manifestent d'autant plus puissamment qu'est profonde la crise de l'appareil dans ses rapports avec les masses, ce qui est précisément le cas pour le PCE, mais également pour le PCF. Et que sont par ailleurs fragiles les assises, y compris matérielles, qu'il a pu s'assurer dans la société bourgeoise. Et même si l'appareil dirigeant du PCI dispose à cet égard d'une marge de manœuvre un peu plus importante, on en voit déjà les limites.

En crise, mais toujours staliniens...

Les dirigeants du PCE comme ceux du PCI s'efforcent d'ailleurs

ITALIE

La fin des

L'histoire inachevée du terrorisme italien de ces dernières années attend toujours son historien honnête et courageux. Il n'est ni dans nos intentions et encore moins dans nos moyens de nous livrer ici ne serait-ce qu'à une esquisse d'un tel travail. Démêler, débrouiller l'écheveau incroyablement touffu des complots, des intrigues, des scandales, des manœuvres, des chantages, des assassinats, des manipulations qui tissent la trame de la vie publique en Italie démocrate-chrétienne depuis bientôt quinze ans, demanderait plusieurs livres.

Nous n'avons, pour notre part, accès à aucune des nombreuses archives de la police ou des services secrets. Nous n'appartenons pas aux milieux « généralement bien informés ». Nous ne prétendons faire aucune « révélation ». Nous ne sommes pas de ceux qui « savent » et nous n'avons à notre disposition que les informations les plus communes, celles que diffuse la presse et qui sont à la disposition de tout le monde. Aussi filtrées et déformées soient-elles, elles permettent, à qui veut bien se donner cette peine, d'approcher la vérité.

Le 23 mars 1978, soit une semaine exactement après l'enlèvement d'Aldo Moro, président de la Démocratie chrétienne, par les « Brigades rouges », le représentant à Rome du quotidien de la hiérarchie catholique *La Croix* commentait l'événement dans les termes suivants :

« Il faut d'abord admettre que les services secrets sont une réalité. Tous les Etats en ont et s'en servent. Leur action se déploie souvent en dehors de la légalité et sans être retenue par la morale, le critère essentiel étant la raison d'Etat. »

Il faut ensuite admettre qu'il existe des groupes révolutionnaires recourant à la subversion et au terrorisme. Ils ont leur existence propre. Ils ne sont pas de simples paravents derrière lesquels agiraient en réalité les services secrets.

Mais il arrive fréquemment que ces groupes révolutionnaires soient manipulés et utilisés. Le groupe révolutionnaire poursuit son propre but ; des agents secrets l'utilisent pour un autre but. Il semble que, le plus souvent, les groupes révolutionnaires ne deviennent techniquement efficaces que lorsqu'ils sont manipulés et utilisés (...).

Les services secrets pourraient combattre le terrorisme, chercher à supprimer les groupes révolutionnaires. Souvent, au contraire, ils cherchent à les contrôler, pour pouvoir les utiliser, le cas échéant, au service de la politique menée par leurs Etats.

Mais la relation entre Etat et services secrets n'est pas simple. Comme ces services se meuvent dans le secret et hors de la légalité, ils peuvent échapper au contrôle de leur autorité politique. Certains chefs de ces services peuvent jouer un jeu personnel. Ce fut le cas, semble-t-il, du général Miceli, chef des services secrets italiens de 1970 à 1974, inculpé dans le procès pour le coup d'Etat du prince Borghese (...).

En bref, on peut dire que tout le monde utilise tout le monde, que tout le monde ment à tout le monde, et que lorsque les choses tournent autrement qu'on ne le



Santiago Carrillo, secrétaire général du PC espagnol.

L'évolution de l'ex-Komintern

Comment se fait-il maintenant que les partis staliniens occidentaux se distinguent particulièrement dans le rôle de caisse de résonance de ces tendances restaurationnistes ? Trotsky donnait la clé de cette évolution dans « Après Munich », en 1938 :

« En ce qui concerne l'ex-Komintern, sa base sociale à proprement parler est de nature double. D'une part, il vit des subsides du Kremlin, se soumet aux ordres de ce dernier et en ce sens chaque bureaucrate ex-communiste est le frère cadet et le subordonné du bureaucrate soviétique. D'autre part, les divers mécanismes de l'ex-Komintern se nourrissent des mêmes sources que la social-démocratie, c'est-à-dire des surprofits de l'impérialisme. »

Et Trotsky ajoute : « La croissance des PC dans les récentes années, leur pénétration dans les rangs de la petite-bourgeoisie, leur installation dans l'appareil d'Etat, les syndicats, les Parlements, les municipalités, etc., ont renforcé à l'extrême leur dépendance à l'égard de leur propre impérialisme par rapport à leur dépendance traditionnelle à l'égard du Kremlin. »

Cette évolution s'est faite conformément à la fonction assignée par le Kremlin lui-même à ses agences dans les pays capitalistes : d'abord dans le cadre de la « construction du socialisme-dans un seul pays », puis de son avatar contemporain, la « coexistence pacifique ».

Tant le PCE que le PCI réaffirment d'ailleurs leur attachement à une politique qui correspond aux intérêts généraux de Moscou, de sa

Mais cette orientation politique heurtant de front les aspirations des masses, spécialement depuis la mort de Franco, a conduit le PCE à une situation de crise sans précédent : une véritable hémorragie de ses forces militantes, le déclin de l'organisation syndicale que son appareil contrôle, une marginalisation de son influence dans des régions entières de l'Etat espagnol (au Pays basque en particulier), et des déchirements au sommet qui se sont soldés, dans le PCE lui-même, comme dans le PSUC de Catalogne, par l'exclusion de plusieurs dizaines de membres du comité central et de cadres dirigeants.

Le PCE au bord du gouffre

Cette politique d'adaptation étroite à la bourgeoisie a entraîné en effet la manifestation de tendances centrifuges extrêmement puissantes.

Le Parti communiste d'Euskadi, par la fusion de sa majorité avec une organisation nationaliste petite-bourgeoise, contre la volonté de l'appareil du PCE, a disparu en tant que tel. Par ailleurs, tirant les conclusions qu'ils croyaient être logiques de la politique de Carrillo, les « eurocommunistes réformateurs » furent exclus du comité central du PCE pour avoir proposé, entre autres choses, une modification des règles de fonctionnement du parti stalinien. Motif hautement significatif...

Le coup d'Etat militaire en Pologne est intervenu comme un puissant accélérateur de la marche du PCE vers son propre éclatement.

La déclaration du comité central du PCE explique : « Le danger le

Sergio Reis

« Brigades rouges » ?

désire, on liquide. On liquide physiquement, si besoin est (...).

« Liquidé physiquement »

Prémonitoires autant que franchement cyniques, ces lignes ont le mérite de la clarté. 54 jours après son enlèvement, Moro était « liquidé physiquement ». On retrouvait son cadavre au fond d'une voiture à mi-distance (c'est-à-dire à quelques dizaines de mètres) des sièges du Parti communiste italien et de la Démocratie chrétienne. Président de la DC, il avait la réputation d'y être l'homme du « compromis » avec le PC.

Un compromis qui visait à « verrouiller » le Parti communiste italien au sein d'une majorité parlementaire d'union nationale soutenant le gouvernement de la Démocratie chrétienne. Moro n'avait-il pas été enlevé le 16 mars, alors même qu'il se rendait à la Chambre des députés pour assister à l'investiture du nouveau gouvernement Andreotti par la majorité d'union nationale intégrant le PC, laquelle était précisément son œuvre ?

Du côté de l'impérialisme, les avertissements et même les menaces directes n'avaient pas manqué. En septembre 1978, l'hebdomadaire madrilène *Trionfo* publiait un document présenté comme émanant du Pentagone sous la signature du général américain Westmoreland, ancien commandant en chef du corps expéditionnaire US au Vietnam et, à l'époque, chef d'état-major général de l'armée de terre. Ce document dont l'authenticité n'a jamais été démentie portait instructions aux services secrets engagés dans des opérations de stabilisation dans les « pays amis » :

« Lorsque des pays amis montrent de la passivité ou de l'indécision face à la subversion communiste », écrivait Westmoreland, il convient « de lancer des opérations spéciales susceptibles de convaincre le gouvernement et l'opinion publique du pays ami de la réalité du danger d'insurrection ».

Ces « opérations spéciales » consisteront « à infiltrer des agents parmi les mouvements insurrectionnels afin de constituer, avec les éléments les plus radicaux, des groupes d'actions spéciales qui (...), sous la direction des services secrets de l'armée américaine, devraient déclencher des actions, violentes ou non suivant les cas ».

L'assassinat de Pecorelli

En septembre 1981, le grand quotidien *Washington Post* a révélé que le président américain Carter avait écarté de la CIA pas moins de 820 agents ayant participé au développement d'activités terroristes dans différents pays, en collaboration avec des éléments des services spéciaux lybiens.

Ce sont là des faits, et il ne serait pas difficile de compléter avec une certaine précision leurs prolongements en Italie. Cela étant, pour analyser le phénomène des « Brigades rouges » italiennes, il serait tout aussi stupide de se borner à ces premières indications... que de ne pas en tenir compte.

Le 20 mars 1979, le journaliste Pecorelli était assassiné à Rome. Les « Brigades rouges » n'ont pas revendiqué le meurtre et il ne leur a d'ailleurs pas été attribué. Pecorelli dirigeait une feuille à scandales *L'Agence OP*, spécialisée en chantages de toutes sortes. Il collaborait avec les services secrets et venait de publier un dossier établissant l'écrasante responsabilité du haut com-

mandement de la *Guardia di Finanza* (très important service policier chargé des douanes, de la police économique et fiscale, etc.) dans l'une des plus énormes affaires de corruption de l'après-guerre : 2 000 milliards de lires détournés sur les achats de pétrole par l'armée et les services officiels...

Les « informations » de Pecorelli élaboussaient Andreotti, chef du gouvernement et Forlani, futur chef du gouvernement, tous deux caciques de la Démocratie chrétienne, et l'un comme l'autre ministres de la Défense à l'époque des faits. Qui avait transmis le dossier à Pecorelli ? Un magistrat ? Un officier des services secrets ? On ne sait. Mais la manœuvre politique était claire : il s'agissait, là encore, d'atteindre le courant qui, à la direction de la DC, était le plus favorable à une collaboration avec le PCI. Il s'agissait, plus concrètement encore, d'interdire à Andreotti d'accéder à la présidence de la DC, à la place de feu Aldo Moro.

« S'il est une main qui a tué Aldo Moro », commentait alors Giovanni Galloni, l'un des principaux dirigeants de la DC, *je n'hésiterai pas à dire que c'est la même main qui agit aujourd'hui.* » Brigades « rouges » ou brigades « noires » ?

Quant au dirigeant socialiste Giacomo Mancini, il mettait directement en cause les services secrets : « Les démocrates chrétiens sont responsables d'avoir créé ce monstre, d'avoir érigé un Etat où les organes constitutionnels ne contrôlent pas et ne dirigent pas les institutions de l'Etat. Tout est désormais dirigé par des forces externes. Peut-être ces forces ne sont-elles plus contrôlables. Peut-être les dirigeants de la DC eux-mêmes sont-ils aujourd'hui plus victimes que responsables de cette hydre à sept têtes que sont devenus les services. »

« Une véritable pathologie de la vie politique du pays »

Il est vrai que, dans un système où toutes les charges de l'Etat sont, depuis plus de 35 ans et sans interruption, le monopole exclusif du parti cléricale ; dans un système où la fortune de chacun dépend totalement des luttes de clan et des règlements de comptes au sein de ce même parti cléricale ; dans un système où, depuis plus de 35 ans, les caciques de ce parti mettent systématiquement en coupe réglée les affaires publiques ; dans un système où tout le monde tient tout le monde, où l'impunité des uns repose sur le silence des autres, où les complicités s'achètent et se vendent, où la corruption est la règle à tous les niveaux ; dans un tel système, le chantage, la provocation, la manipulation et l'assassinat deviennent les moyens presque ordinaires de la politique.

Mais le scandale, le chantage, la provocation, la manipulation et l'assassinat, ainsi hissés au rang de moyens ordinaires des règlements de comptes politiques au sein du parti cléricale dirigeant, cessent d'être des faits divers. Ils expriment, comme le dit Mancini, une « véritable pathologie de la vie politique du pays ». Ils témoignent d'une véritable décomposition des institutions et de l'Etat lui-même, confondu à tous les niveaux avec le parti cléricale. Il suffit alors que le mécanisme échappe à ceux qui le manipulent pour que l'Etat soit menacé de dislocation pure et simple sous l'effet d'explosions incontrôlées.

C'est sur ce terrain que naissent les « Brigades rouges ». Qui les a conçues ? Qui en a été l'accoucheur ? Qui a pratiqué sur elles les différentes opérations chirurgicales qui leur ont donné leur physiologie actuelle ? Il faudrait, pour répondre à cette question, avoir accès aux archives de la police. Que quelques centaines de pauvres diables, produits de la putréfaction des groupes gauchistes dans les années 1970, soient devenus la main d'œuvre vouée à l'accomplissement des basses besognes, cela n'éclaircit pas la question.

Les origines et le mécanisme du système

Moro, qui fut finalement lui-même victime de ce système, en connaissait parfaitement les origines et le mécanisme : n'est-ce pas l'un des gouvernements dont il était membre, en 1972, qui avait décidé de « structurer » les « Brigades rouges », en y faisant rentrer le policier Silvio Girotti, ancien prêtre, ancien agent de la CIA en Amérique latine ?

N'est-ce pas le gouvernement qu'il dirigeait jusqu'en 1976 qui avait poursuivi une politique d'infiltration et de manipulation systématique des « Brigades rouges », puis de « Prima Linea » ? N'est-ce pas sous le couvert des gouvernements auxquels il avait appartenu sans discontinuer depuis 1963, que les services secrets ont organisé, financé, protégé, couvert les principaux responsables de l'attentat de décembre 1969 à Milan (16 morts), de l'attentat du 28 mai 1974 à Brescia (7 morts), de l'attentat du 4 août 1974 dans le train Italicus (16 morts) ? Date à laquelle le « terrorisme noir » fait place opportunément au « terrorisme rouge », pour réapparaître le 2 août 1980 avec l'attentat de la gare de Bologne (86 morts).

Aldo Moro savait mieux que quiconque que le « terrorisme d'Etat », rouge ou noir, est un produit direct de la putréfaction de l'appareil d'Etat démocrate-chrétien corrompu et décomposé jusqu'à la moelle. Il était, mieux que quiconque, en mesure de comprendre le sens de l'opération dont il était la victime et probablement d'en pressentir les auteurs au sein de son propre parti et des « corps séparés de l'Etat ». Voilà pourquoi Moro ne pouvait pas vivre. Voilà pourquoi son dernier message, adressé à ses pairs de la direction de la DC, était si lourd de sous-entendus tragiques :

« Est-il possible, écrivait Moro, que vous soyez tous d'accord pour vouloir ma mort selon une prétendue raison d'Etat que quelqu'un vous suggère avec rancune, comme pour résoudre tous les problèmes du pays ? Si ce crime était perpétré, une spirale terrible s'ouvrirait, que vous ne pourriez affronter (...). Mon sang retomberait sur vous, sur le parti, sur le pays (...). De ces problèmes terribles et angoissants, je ne crois pas que vous puissiez vous libérer, même devant l'Histoire, par la facilité, l'indifférence et le cynisme que vous avez manifestés jusqu'à présent. »

Il fallait que Moro disparaisse. En se refusant à participer à toute cérémonie officielle à l'occasion de ses obsèques aux côtés des ministres, des généraux, des dirigeants démocrates-chrétiens, des princes de l'Eglise (il y aurait beaucoup à dire sur leurs rapports avec le terrorisme italien), Eleonora Moro, sa veuve, désignait les assassins.

Le 28 janvier 1982, le général américain Dozier, prisonnier depuis 42 jours des « Brigades rouges », était « miraculeusement » libéré par un commando des services spéciaux. Est-ce la présence sur place d'un groupe hautement qualifié de la CIA, porteur des exigences du gouvernement de Washington, qui a opéré ce « miracle » ? Est-ce plus simplement la présence d'informateurs en si grand nombre que, plusieurs jours auparavant, les « services » savaient tout du lieu et des conditions de « détention » de Dozier ? Quoi qu'il en soit, on est fort loin de la « prouesse technique » des services policiers clamée de partout.

« Omerta » au niveau des sommets de l'Etat

Quelques heures après la libération de Dozier, *L'Espresso* rapporte ce petit dialogue dans les couloirs de la Chambre des députés : « Cabras, député DC, interroge Corder, secrétaire d'Etat à l'Intérieur : « Vous avez dû payer un sacré paquet pour Dozier... » Corder : « Nous avons payé, mais pas seulement en argent... » Bassanini (député socialiste) : « Est-ce que cela a quelque chose à voir avec l'évasion (quelques jours plus tôt d'un groupe de « brigadistes ») de la prison de Rovigo ? » Corder : « Un secrétaire d'Etat ne peut pas tout dire... »

En ce début de février 1982, de la droite cléricale jusqu'au parti stalinien, tous se félicitent de l'unanimité nationale retrouvée dans la victoire finale (c'est au moins la troisième « victoire finale »...) contre les « Brigades rouges ». Les prisons sont peuplées de plusieurs centaines de « terroristes ».

Une loi d'exception a été votée à l'unanimité par le Parlement italien assurant une quasi impunité aux « repentis » qui aideraient à démanteler les réseaux « brigadistes ». Les dénonciations les plus fantaisistes pleuvent, tandis que des provocateurs patentés, comme Carlo Fioroni, assassin reconnu de son ami Saronio, sortent de prison, libérés pour services rendus.

Toutes les enquêtes qui auraient permis de remonter, dans le dispositif du terrorisme, plus haut qu'aux simples exécutants, ont été systématiquement étouffées. Les généraux Miceli, Maletti, l'amiral Henke,

anciens chefs des services secrets, sont à la retraite.

Leur responsabilité est certaine. Aucune condamnation n'a jamais été prononcée, ni contre eux, ni contre ceux qui les couvraient plus haut, et notamment l'ancien chef du gouvernement Andreotti, dont la responsabilité est non moins certaine.

Le rôle du parti stalinien

Le parti stalinien a pleinement joué son rôle dans cette « omerta » au niveau des sommets de l'Etat, notamment en acceptant que soient enterrées toutes les enquêtes gênantes, qu'elles soient judiciaires ou parlementaires, tout en se présentant, dans sa presse comme par les juges qui lui sont liés (Calogero, Amato), comme le plus déterminé dans la « lutte anti-terroriste ».

Dans les entreprises, le PCI est toujours à l'avant-garde de l'offensive anti-ouvrière qui vise à présenter tout acte de lutte de classe échappant au contrôle de l'appareil comme une manifestation de terrorisme. Position clairement énoncée le 9 novembre 1979 par Amendola, qui fut l'un des principaux dirigeants du PCI, dans l'hebdomadaire du Parti, *Rinascita* :

« Il y a des formes de lutte, à Turin et dans tout le pays, dans les usines et en dehors des usines, des occupations de la voie publique, des défilés visant à intimider, des bris de machines (...). Qui peut nier qu'il y ait un rapport direct entre la violence dans les usines et le terrorisme ? »

Le terrorisme, nourri du sein même de l'appareil d'Etat décomposé, entretenu par la désagrégation du parti cléricale, réalise ainsi sa fonction de ciment artificiel mais indispensable de l'unité nationale que le PC, comme la Démocratie chrétienne, s'efforcent, chacun à sa place, de sauver. Car la sauvegarde de l'Etat bourgeois, aussi pourri soit-il, est à ce prix.

Il y aura d'autres meurtres, d'autres enlèvements, d'autres attentats en Italie. Le terrorisme y est devenu l'indispensable ballon d'oxygène de la collaboration de classe. Le prolétariat pourra nettoyer les écuries d'Augias...

R. Clément,
12 février 1982

Tribune internationale - La Vérité

Revue mensuelle

(Les articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction)

Comité de rédaction : Gilberto Avelino, François Forgue, Luis Favre, Humberto Campodonico, Raul Gomez, Pierre Broué.

Directeur : Pierre Lambert

Rédaction : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris - France

Imprimerie : Abexpress - Bondy - France

Commission paritaire n° 51 695

AFP : page 1. Gamma : Barrier - page 6, Mingam - page 10, Iverson page 10, Hoaguand - page 16. Sygma : Chauvel - page 9, Keler - page 14. Damien - pages 7 et 8. Ch. Avril - page 9. DR - pages 4, 11, 12 et IV.

ABONNEMENT à Tribune internationale - La Vérité

10 numéros - 1 an

France pli ouvert 100 F
..... pli fermé 150 F
Europe pli ouvert 100 F
..... pli fermé 150 F
Algérie - Amérique - Asie pli ouvert 150 F
..... pli fermé 450 F

Chèque ou mandat à l'ordre de

Gérard Itlis, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 - Paris

FRANCE :

Vague de grèves en défense des acquis des travailleurs

LE début de l'année 1982 en France est marqué par une vague de grèves provoquées par les « ordonnances sur le temps de travail ». Le ministre du Travail, Jean Auroux, dans ses déclarations, dénonce les « avantages acquis » des travailleurs :

« Nous traversons une crise durable et la France ne doit pas devenir ni un bureau d'aide sociale, ni un guichet de loisirs. » Appuyant ces déclarations, Edmond Maire, le secrétaire général de la CFDT, prend pour cible les travailleurs « incapables de renoncer à la religion des sacro-saints avantages acquis » (CFDT Magazine). « Il ne faut pas, dit-il, écouter les beaux merles qui disent que l'on peut tout avoir à la fois. »

Les travailleurs, eux, n'acceptent pas une baisse des salaires, combinée à une offensive généralisée contre les « acquis », aggravant considérablement les conditions de travail :

— Grève des postiers à La Varenne (94) à qui on a tenu le langage suivant : « Avec les 39 heures, il y aura un surcroît de travail. Puisque des postes ne sont pas créés en conséquence, nous allons restructurer l'ensemble des effectifs dans le département : en ce qui vous concerne, cela signifie la suppression d'un poste de travail. »

— Grève à l'usine Sogintel (Guingamp) contre la prétention de la direction de réduire à 39 heures sans compensation de salaires. De même à Dassault en Gironde.

— Grève des postiers à Châteauroux, Laval, des employés de Monoprix à Orléans, des techniciens d'Air France à Massy, pour obtenir la création massive d'emplois supplémentaires.

— Grève dans les Galeries Lafayette, aux Nouvelles Galeries, pour obtenir le maintien des jours de congés pour pénibilité et ancienneté.

— Grève à l'usine Chausson de Gennevilliers : les heures de pause jusque-là comptées dans le temps de travail ne le seraient plus...

On pourrait ainsi multiplier les exemples de ces grèves qui naissent de chaque tentative d'application de l'ordonnance gouvernementale sur le temps de travail, ordonnance sur laquelle s'appuient les patrons pour remettre en cause les avantages acquis des travailleurs : jours de congé et primes supprimés, pauses raccourcies, travail imposé 6 jours sur 7, blocage de l'embauche, salaires amputés, emplois supprimés...

Dans la fonction publique, le ministre PCF Le Pors propose d'augmenter les salaires de 10,5 % en 1982. Alors que tout le monde sait que les prix galopent actuellement à un rythme proche de 16 % ! Pourquoi 10,5 % ? Tout simplement parce que c'est le taux d'inflation que le ministre des Finances, Jacques Delors, a décrété comme objectif gouvernemental pour 1982...

Pour les travailleurs, cela signifie une perte de salaire de 5 à 6 % au rythme actuel de la hausse des prix, venant s'ajouter aux 3 % déjà perdus en 1981 ! Pour les trois millions de travailleurs de la fonction publique, les propositions de Le Pors, tant en ce qui concerne les salaires que la réforme de la grille, sont totalement inacceptables.

Avec l'estampille de Messieurs Maire et Auroux, ministre du Travail, les travailleurs refusent que le patronat et son représentant au gouvernement, le ministre des Finances Jacques Delors, décident de diminuer les avantages acquis.

La vague de grèves actuelle doit être considérée comme une manifestation d'une prise de position des masses témoignant de leur insatisfaction devant le refus de la majorité PS-PCF de prendre les mesures anticapitalistes qui s'imposent, mesures inscrites dans le vote du 10 mai.

Ainsi, cet appel de 30 postiers du Centre postal de Paris 10, en grève totale : « Nous, postiers de Paris 10, nous n'acceptons pas cette fausse réduction du temps de travail, ni les suppressions d'effectifs qui l'accompagnent ! Ce n'est pas le changement voulu par les postiers ! Nous ne pouvons accepter que la volonté populaire, la démocratie soient ainsi bafouées ! »

Qui doit décider ? La majorité ouvrière et populaire, ou la minorité des capitalistes ? Ceux à qui le gouvernement verse 15 milliards d'indemnités supplémentaires imposées par le "verdict" du Conseil constitutionnel ?

Mais quand les postiers demandent des effectifs en nombre suffisant, on leur répond : « Nous n'avons pas d'argent. » Ce n'est pas pour cela que les postiers, avec la majorité de la population, ont chassé Giscard le 10 mai !

Nous disons : aucune suppression d'effectifs ! Embauche immédiate ! Nous qui sommes la majorité, nous avons la capacité de défendre nos droits en réalisant l'unité des travailleurs et des organisations. »

Pour la rupture avec la bourgeoisie

La farouche volonté de résistance ouvrière pour la défense des acquis contre les empiètements du capital annonce le combat sous tous les rapports pour liquider les institutions antidémocratiques, source d'arbitraire.

Pour les masses laborieuses en France, la mise en œuvre de la procédure antidémocratique des ordonnances aboutit à une seule conclusion, à savoir l'incompatibilité entre le maintien des institutions gaullistes et des mesures améliorant réellement les conditions de vie et de travail.

Pour la première fois depuis que Giscard a été chassé, sur une vaste échelle se développe chez les travailleurs la volonté de ne pas se laisser dévier de ce pour quoi ils luttent : pour la rupture avec la bourgeoisie, pour un gouvernement PS-PCF sans ministres bourgeois.

Cette vague de grèves n'a donc rien d'accidentel. Elle est déterminée par toute la politique gouvernementale de cadeaux se chiffrant par milliards aux capitalistes et aux banquiers, tandis que le chômage continue de progresser, le pouvoir d'achat de s'abaisser, l'école publique de se dégrader.

Tribune internationale-La Vérité a décidé d'accorder une large place, dans ce contexte, aux travaux de deux congrès importants.

Tout d'abord, celui de la Fédération de l'Education nationale (FEN) qui s'est tenu au lendemain d'un rassemblement à Paris où plus de 10 000 participants ont réclamé l'abrogation des lois antilaïques. Ayant inscrit la laïcité comme thème central de ses travaux, ce premier congrès de la FEN depuis le 10 mai 1981, d'une des principales organisations syndicales regroupant près de 500 000 personnels de l'Education nationale et tous les courants du mouvement ouvrier, représentait un enjeu important.

Tribune internationale-La Vérité rend compte également du congrès de l'UNEF indépendante et démocratique, organisation syndicale étudiante qui vient de remporter les récentes élections universitaires en France. Elle présente ce qu'est le combat de l'UNEF indépendante et démocratique, son itinéraire, son histoire, le maintien et le développement de cette organisation syndicale étudiante dont la majorité est dirigée par les militants du PCI.

H. Vigier

CONGRES

DE LA FEDERATION DE L'EDUCATION NATIONALE

La question laïque au centre du débat

La Fédération de l'Education nationale (FEN) est l'organisation syndicale qui regroupe tous les personnels de l'Education nationale et tous les courants du mouvement ouvrier. Au moment où s'est produite en France la division syndicale qui a donné naissance à la CGT et à la CGT-FO, la FEN avait maintenu un caractère unitaire à partir d'une motion présentée à l'initiative d'une tendance où militaient les trotskystes et qui avait été adoptée par le congrès de la fédération en 1948.

La FEN reconnaît le droit de tendance et ses principaux syndicats sont le Syndicat national des instituteurs (SNI, dirigé par des militants réformistes), le Syndicat national des enseignants du secondaire (SNES, dirigé par des militants du PCF) et le Syndicat national des enseignants du supérieur (SNESup, lui aussi dirigé par des militants du PCF).

L'IMPORTANCE du congrès qui s'est tenu durant la première semaine de février est celle-ci : premier congrès depuis l'installation du gouvernement de front populaire, la question de l'abrogation de toutes les lois contre l'école publique adoptées par la V^e République et la place de la FEN sont apparues au centre des débats.

« Le congrès traitera de la laïcité. Ce sujet, qui avait été retenu avant l'élection présidentielle du 10 mai a, depuis l'accession de la gauche au pouvoir, retrouvé un regain d'actualité. Surtout après que le SNI-PEGC ait adopté en juillet der-

nime du congrès du SNI-PEGC de juillet 1981, qu'il considère comme sa charte d'unité.

Il affirme : il est urgent d'accorder à l'école publique, délibérément asphyxiée depuis 23 ans au profit de l'enseignement privé, confessionnel et patronal, les moyens dont elle a besoin pour enrayer la dégradation organisée par les gouvernements précédents et commencer ainsi à inverser le cours des choses.

Il constate : alors que les moyens pour l'école laïque font cruellement défaut, les lois Debré-Guermeur, les lois de juillet 1971, la loi Royer sur l'apprentissage, si elles restaient en

12 % des mandats

Un véritable clivage se produit dans le congrès, entre les partisans de l'indépendance syndicale et de la lutte pour une seule école, l'école laïque, et ceux qui se prononçaient pour l'abandon de la résolution du congrès du SNI et qui ont suivi les mots d'ordre du secrétaire général de la FEN, qui a appelé à voter contre l'amendement.

L'amendement recueillera néanmoins 12 % des mandats pour et 10 % d'abstentions, ce qui, indiquera La Croix, est très inquiétant car exprimant, en fait, l'état d'esprit général dans l'Education nationale.

L'importance de ce vote peut être mesurée par le fait que l'EE-FUO représente 3,54 % des mandats et que toutes les autres tendances, y compris celle où participent les militants de la LCR française, se sont opposées à l'amendement présenté, cautionnant ainsi la politique du gouvernement de Front populaire en la matière.

Le Monde concluait ainsi le compte rendu du congrès de la FEN : « Mais c'est surtout le Front unique ouvrier (FUO) animé par les



Le congrès de la FEN à Avignon, le 2 février 1982.

nier une position d'un laïcisme très militant. On s'attend à ce que la position de la FEN soit empreinte de plus de tolérance. » (Le Matin du 2 février 1982).

L'enjeu du congrès

Le Matin explique assez clairement l'enjeu du congrès : ou céder aux exigences de la réaction et renier le mandat unanime du SNI-PEGC, ou répondre à la volonté des personnels et des parents d'une autre politique scolaire impliquant que tous les fonds soient versés exclusivement à l'école publique par l'abrogation des lois antilaïques.

La tendance à laquelle participent les militants du PCI, l'Ecole émancipée-Front unique ouvrier (EE-FUO), forte du rassemblement qui s'est tenu le 31 janvier, convoqué par le Comité national de l'Appel aux laïques et qui a réuni plus de 10 000 personnes à Paris pour l'abrogation des lois antilaïques, a décidé de présenter un amendement à la résolution présentée par la tendance majoritaire sur cette question.

Michel Landron, au nom de l'EE-FUO, soumet au vote l'amendement suivant : « Amendement à la résolution présentée par M. Landron et J.-J. Marie : le congrès national de la FEN approuve totalement et sans réserve la motion una-

vigueur, garantirait par contre un nouvel accroissement des crédits à l'enseignement privé au détriment de l'école laïque, la seule école respectueuse de toutes les croyances, ouverte à tous les enfants du pays.

Il déclare : il serait impensable que le budget 1983, élaboré dans les semaines à venir, puisse reproduire et même aggraver, par le seul automatisme des lois Debré-Guermeur, la situation du budget 1982 qui a augmenté les crédits à l'enseignement privé de plus de 22 %, contre moins de 17 % pour l'enseignement public, à qui sont refusés les moyens de fonctionner.

Il y a donc urgence : pour accorder à l'école laïque les moyens nécessaires pour accomplir sa mission, pour renverser immédiatement la tendance. Les lois Debré-Guermeur doivent donc être abrogées sans délai ! Quatre mois avant le rassemblement appelé par le CNAL à Paris le 9 mai, rassemblement dont il assurera le plus grand succès, le congrès de la FEN décide de faire de cette exigence l'objectif de son action pour la nationalisation laïque de l'enseignement. »

Michel Landron souligne : « Une offensive s'est menée tous azimuts pour que notre congrès désavoue, renie ou à tout le moins revienne sur la résolution unanime de Toulouse du SNI-PEGC. Tel est l'enjeu de ce débat, du congrès ! »

trotskystes du Parti communiste internationaliste (PCI) qui a tenté de durcir la position du congrès, fort du rassemblement organisé par le PCI à Paris à la veille du congrès de la FEN (Le Monde du 2 février).

Pour la défense de l'école publique, le FUO a en effet proposé un amendement au texte de la direction fédérale demandant que le congrès reprenne purement et simplement à son compte la motion laïque votée à l'unanimité au congrès du SNI-PEGC.

Refusé par le rapporteur de la majorité fédérale, cet amendement a fait apparaître sur la question de la laïcité les clivages qui existent à l'intérieur même du courant majoritaire UID.

Des militants de cette tendance reprochent en effet à leur leader une modération quelque peu opportuniste dans la mesure où, selon eux, elle facilite la tâche du gouvernement. »

Le Monde lui-même devait souligner : « Fait significatif, plus de la moitié des délégués n'avait pas participé à ce vote », ne voulant pas désavouer leur dirigeant mais, de fait, solidaires de l'amendement.

Luis Favre
16 février 1982

Le combat du PCI à l'université pour une puissante organisation syndicale de masse

Du mois de décembre 1981 à février 1982, plusieurs centaines de milliers d'étudiants dans toute la France étaient appelés à se rendre aux urnes pour participer aux élections universitaires. Au centre de ces élections était posée la question de la loi E. Faure, loi d'orientation votée en décembre 1968.

L'UNEF indépendante et démocratique avait fait de l'abrogation de la loi d'orientation l'axe central de sa campagne électorale. Rompre avec la logique imposée par les capitalistes pour l'avenir des universités, refuser la co-gestion visant à aliéner l'indépendance des syndicats, refuser de gérer la pénurie : les élections universitaires et le vote majoritaire pour l'UNEF indépendante et démocratique expriment clairement le verdict des étudiants (voir notre encadré, la représentativité de l'UNEF).

Tribune internationale ouvre le dossier du combat engagé par l'OCI à l'université depuis 1968 pour la préservation et l'extension de l'organisation syndicale des étudiants, l'UNEF.

La continuité de l'action de l'OCI et du PCI contre la participation

DEPUIS plus de 20 ans, l'orientation des différents gouvernements de la V^e République avait un objectif clair et net : réduire le nombre d'étudiants dans les facultés et, pour cela, accentuer le décalage, la sélection ; cette orientation devant aboutir à la déqualification.

Le rapport de l'OCDE de 1969 déclarait : « De graves distorsions peuvent se produire par rapport aux besoins réels de l'économie, dès lors que les étudiants sont libres de choisir leur spécialisation. » A partir du plan Fouchet en 1966, « l'on » espérait 320 000 étudiants en 1969-1970. Il y en eut 618 940 (+49,6 %). Le nombre des étu-

dants est passé de 1968 à 1980 de 500 000 à 900 000.

Sur le plan fondamental de la tentative de réduire les « flux » d'entrée à l'université et d'expulser les étudiants, l'orientation des gouvernements de la V^e République a été un échec. Renforcement du nombre d'étudiants, combat pour le droit aux études : les problèmes auxquels les étudiants sont confrontés (remise en cause des diplômes ; adaptation de l'université aux intérêts patronaux) procèdent des mêmes problèmes que ceux auxquels est confrontée la classe ouvrière (classification par niveaux, remise en cause de l'emploi, plan de démantèlement de la Sécurité sociale...).

Les gouvernements de la V^e République confrontés à la résistance des étudiants ont donc tenté de trouver une solution. Trouver un relais, « des hommes dans la place » : la participation dans les conseils de gestion devient indispensable. Tel est l'objectif de la loi d'orientation décidée par E. Faure, au lendemain de la grève générale de mai-juin 1968.

Contre la participation-intégration

Au Congrès de l'UNEF de Marseille, en 1968, à une écrasante majorité, les délégués votaient contre la participation-intégration décidée par le gouvernement et l'Assemblée nationale, participation soutenue dans le congrès de l'UNEF par les dirigeants du PCF qui ne constituaient qu'une minorité (« Renouveau de l'UNEF »).

Pendant 14 ans, les étudiants, appuyés par les militants de l'OCI, ont combattu la remise en cause de l'indépendance syndicale, indépendance qui était au cœur de la « Charte de Grenoble » de l'étudiant adoptée en 1946. Cette charte définissait l'étudiant comme « jeune travailleur intellectuel » (1) :



Le 67^e Congrès de l'UNEF s'est tenu à Paris du 13 au 16 février 1982.

« En tant que travailleur, l'étudiant a le droit au travail et au repos dans les meilleures conditions et dans l'indépendance matérielle, tant personnelle que sociale, garantie par le libre exercice des droits syndicaux. » (article 4).

Pendant 14 ans, les étudiants, appuyés par les militants de l'OCI, ont combattu pour préserver le syndicat face au gouvernement qui cherchait à aliéner l'indépendance du syndicat étudiant dans la co-gestion et la participation. Ce qui n'avait pu être obtenu par l'action conjointe du gouvernement et des dirigeants « participationnistes » du PCF à Marseille en 1968, fut relayé par la scission organisée par ces derniers.

La scission de l'UNEF

Le 10 janvier 1971, en scissionnant dans le Collectif national de l'UNEF, les dirigeants de l'appareil stalinien voyaient à l'université la possibilité de briser toute continuité de syndicalisme fondé sur le seul intérêt des étudiants et le lien de ce dernier avec la classe ouvrière.

Pendant des années, les dirigeants PCF élaborèrent, peaufinèrent dans les conseils de gestion, dans le Comité national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNE-SER), les plans des gouvernements. Ils élaborèrent avec les représentants de l'Etat bourgeois les réformes capitalistes. Ayant élaboré avec le gouvernement les plans anti-étudiants, ils cherchent à faire respecter l'« ordre » des conseils de gestion des universités, sabotent les grèves d'étudiants (1976-1980).

Les forces hostiles au syndicalisme étudiant paralysaient l'UNEF, la vouaient à la destruction. Les étudiants, appuyés par les militants de l'OCI, jetaient toutes leurs forces pour préserver l'essentiel, l'existence de l'UNEF, contre la participation.

L'organisation syndicale était attaquée de toutes parts ! Par les participationnistes du PCF, par

ceux qui avaient quitté l'UNEF, menant une offensive visant à nier la nécessité d'une organisation syndicale étudiante, sur l'orientation du « mouvement politique de masse ».

Contre le « mouvement politique de masse », l'indépendance du syndicat par rapport à l'Etat

Le « mouvement politique de masse » revient à exclure les étudiants qui ne partagent les opinions politiques des dirigeants de ce prétendu mouvement politique de masse. Cela revient d'autre part à scinder le mouvement étudiant en autant de mouvements politiques, c'est atomiser le milieu pour le plus grand profit de ceux qui, avec la participation, tentaient d'atomiser le mouvement étudiant. C'est quitter le terrain de la défense des « intérêts matériels et moraux » des étudiants.

Entre autres théoriciens, Mandel a donné l'emballage théorique à ces « stions dans une brochure intitulée : « Syndicalisme d'Etat ou syndicalisme de combat » :

« Voilà l'autre fonction clé de l'intégration des syndicats dans l'Etat bourgeois. Plus le niveau de vie augmente, plus la lutte des classes risque de se déplacer des simples questions salariales vers la question du pouvoir à l'entreprise, dans l'économie, dans l'Etat, et plus les syndicats devront jouer, pour le grand capital, le rôle fondamental d'amortisseurs des chocs, jouant à fond la carte de la concertation afin d'éviter que ne triomphe la contestation radicale. »

Le fond est donc la contestation radicale, car la nature de l'organisation syndicale de la lutte des classes aurait changé dans le 3^e âge du capitalisme, et à chaque instant il est nécessaire d'ajouter des résolutions « anti-capitalistes » afin que le syndicat puisse jouer son rôle idéologique.

Toute l'orientation est là. La situation actuelle obligerait, au nom du combat contre la neutralité, de faire prendre en charge par les syndicats la ligne du parti révolutionnaire, le rôle idéologique du syndicat ou l'idéologisation du syndicat qui conduirait obligatoirement soit à en sortir, soit à faire exploser le syndicat et à construire à côté des formes d'organisation nouvelles qui remplissent ce rôle.

(suite page 8)

Les grandes dates de l'histoire de l'UNEF

• 1946

Fondée en 1904, reconnue d'utilité publique en 1921, c'est en 1946 que l'UNEF devient réellement un syndicat, se lie au mouvement ouvrier : le Congrès de Grenoble adopte une charte définissant l'étudiant comme un « jeune travailleur intellectuel », lui reconnaissant donc des droits sociaux.

• 1960 :

Le Congrès de Lyon de l'UNEF se prononce pour le droit à l'autodétermination du peuple algérien.

L'UNEF, qui depuis 1959 a combattu contre la suppression des suris militaires décidée par de Gaulle pour poursuivre la guerre d'Algérie, qui a reconnu puis soutenu l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA), jouera un rôle extrêmement important dans le combat des travailleurs et des jeunes en France contre la guerre coloniale.

• 1968

Le 3 mai 1968, les forces de police donnent l'assaut contre le meeting de l'UNEF à la Sorbonne. La protestation est immédiate. Les étudiants descendent dans la rue, déclenchent la grève générale des universités.

Le 12 mai, l'UNEF appelle les travailleurs à la grève générale. Le 13 mai, un million de travailleurs, de jeunes, d'étudiants manifestent dans l'unité aux cris de « De Gaulle, dix ans ça suffit ! » Le 13 mai, commence la grève générale ouvrière, qui rassemblera plus de dix millions de grévistes.

• 1971

La tendance « Pour le renouveau de l'UNEF » constituée dans la grève générale de 1968 par le Parti communiste français contre l'appel à la grève générale de l'UNEF organise la scission du syndicat, tient son propre congrès à Paris et constitue une organisation connue sous le nom d'« UNEF-Renouveau ».

La majorité fidèle à l'UNEF et à l'unité syndicale affirme : « L'UNEF vit, l'UNEF vivra », et continue l'action syndicale. Elle sera connue sous le nom d'UNEF Unité syndicale.

• 1976

Contre la réforme des études décidées par le gouvernement de Giscard d'Estaing pour soumettre les universités aux besoins du patronat, avec l'UNEF Unité syndicale, les étudiants déclenchent la grève générale.

• 1980

L'UNEF Unité syndicale combat pour la réunification du syndicalisme étudiant français. La direction PCF de l'UNEF-Renouveau refuse, mais toutes les autres organisations, avec l'UNEF Unité syndicale, tiennent en mai 1980 à Nanterre un congrès de réunification, où sera fondée l'UNEF indépendante et démocratique.

En décembre 1980, des milliers d'étudiants décideront la grève et manifesteront avec l'UNEF indépendante et démocratique jusqu'au ministère des Universités, malgré une contre-manifestation organisée par l'Union des étudiants communistes (PCF).

• 1981

L'UNEF indépendante et démocratique décide de soutenir des listes aux conseils d'UER et d'universités pour l'abrogation de la loi Faure de 1968, principale institution de la V^e République. Près de 45 000 étudiants accordent leurs suffrages à l'UNEF indépendante et démocratique qui remporte ces élections.

Les tendances dans l'UNEF

L'UNEF indépendante et démocratique est issue d'une réunification qui s'est opérée entre plusieurs organisations et courants étudiants en mai 1980. A l'origine de ce processus, on trouve notamment l'UNEF Unité syndicale, animée principalement par les militants de l'OCI, et qui, depuis la scission organisée par le PCF en 1971, a préservé les acquis du syndicalisme étudiant.

Les deux autres organisations qui ont participé à ce congrès de réunification sont le COSEF, animé par des militants du Parti socialiste, et le MAS, dirigé par les militants de la LCR.

Le congrès de mai 1980, qui a concrétisé cette fusion, a élu une direction dans laquelle toutes les tendances sont représentées à la proportionnelle. Le courant issu de l'UNEF Unité syndicale a obtenu 55 % des suffrages, celui du COSEF 27 %, celui du MAS 14 %, et un dernier courant fondé par les CCA (proches de Pablo) a obtenu 2 %.

Ce congrès, qui a marqué une nouvelle étape dans le combat des étudiants, a adopté une « charte » fondée sur les principes de l'indépendance syndicale, du combat pour la satisfaction de toutes les revendications et de l'internationalisme.

La représentativité de l'UNEF

Après la scission de l'UNEF en 1971, le mouvement étudiant était divisé en de multiples courants se réclamant de l'activité syndicale. A l'initiative de l'UNEF Unité syndicale, tous ces courants, MAS (LE), MAS, CLERU, fondèrent l'UNEF indépendante et démocratique en mai 1980. Seule l'UNEF-Renouveau, dirigée par les militants du PCF, refusait la réunification.

La représentativité de l'UNEF indépendante et démocratique s'en est bien sûr accrue. Regroupant plus de 40 000 syndiqués dans 58 associations générales d'étudiants, c'est-à-dire dans tous les centres universitaires et dans plus de 300 comités d'action syndicaux au niveau des UER, l'UNEF indépendante et démocratique est arrivée en tête aux élections dans les œuvres universitaires (CROUS) en 1981 dans 32 centres sur 55.

Aux élections universitaires de 1981-1982, l'UNEF indépendante et démocratique, avec près de 33 % des voix, devance largement l'UNEF-Renouveau. Avec 75 élus sur 200 dans les œuvres universitaires (chargées des cités et restaurants universitaires), d'ores et déjà près de 1 500 élus dans les conseils d'UER (chargés dans chaque faculté de l'enseignement et de la recherche), dirigeant la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF, 400 000 adhérents), à la direction de l'Office du tourisme universitaire (OTU), membre de diverses commissions, au moment de son 67^e Congrès, l'UNEF indépendante et démocratique apparaît donc comme la principale organisation syndicale étudiante en France.

Le combat du PCI à l'université pour une puissante organisation syndicale de masse

(suite de la page 7)

Comment posons-nous la question ?

Comment Trotsky pose-t-il le problème : « Il va sans dire que cela ne signifie nullement une subordination du syndicat au parti, soit extérieure, soit du point de vue de l'organisation. Au point de vue de l'organisation, les syndicats sont indépendants. Le parti jouit seulement à l'intérieur des syndicats de l'influence qu'il a conquise par son travail, par son action spirituelle, par son autorité.

Mais, par cela même, nous affirmons que le parti a le devoir d'augmenter autant que possible son influence à l'intérieur des syndicats, de se poser toutes les questions inhérentes au mouvement syndical, d'y donner les réponses claires et de faire prévaloir son point de vue par l'intermédiaire des communistes qui travaillent dans le syndicat, sans porter la moindre atteinte à leur autonomie du point de vue de leur organisation. » (Trotsky, *Nouvelle étape*, 1921).

Comment posons-nous le problème de la question de l'indépendance du syndicat ? Les syndicats ne sont pas neutres, ils ne peuvent être neutres politiquement : ou bien ils sont à la remorque de la bourgeoisie, et cela revêt des aspects multiples qui vont de la collaboration de classes directe au niveau de l'Etat bourgeois puisqu'ils refusent de participer au front unique de classe et de l'impulser, en passant par la défense d'une politique bourgeoise à l'intérieur d'éventuels soviets ; ou bien ils adoptent une politique révolutionnaire qui doit à chaque moment se concrétiser.

Il faut être clair. Les syndicats sont une forme élémentaire de front unique de classe définie par la formule classique : le syndicat organise les travailleurs pour la défense de leurs intérêts matériels et moraux quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses.

L'indépendance du syndicat par rapport à l'Etat bourgeois est un enjeu capital de la lutte des classes. De là d'ailleurs l'acharnement de Trotsky pour que le combat soit mené dans les syndicats. Le travail « dans les syndicats » s'identifie,

est fondé sur la défense de l'organisation syndicale, de sa vocation à organiser et unifier les travailleurs et les étudiants dans leur lutte contre le patronat et l'Etat bourgeois pour l'indépendance de classe.

« Le mot d'ordre essentiel dans cette lutte est : complète et inconditionnelle indépendance des syndicats vis-à-vis de l'Etat bourgeois. Cela signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie ouvrière.

Le second mot d'ordre est : démocratie dans les syndicats. Ce second mot d'ordre découle directement du premier et présuppose pour sa réalisation la complète liberté des syndicats vis-à-vis de l'Etat impérialiste ou colonial. » (Trotsky, *Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste*).

Combattre la fausse « politisation »

Cette bataille politique n'admet ni les schémas tout faits, ni l'absence de principes. Nous combattons aussi la fausse « politisation » du syndicat. Trotsky pose le problème assez clairement :

« La lutte du parti pour influencer les syndicats doit être menée de façon à ne pas freiner les tâches présentes de l'organisation de masse, à ne pas la scinder, à ne pas faire germer chez les ouvriers l'idée que les communistes désorganisent le mouvement de la classe.

Les principes de cette lutte ont déjà été énoncés dans Le Manifeste du Parti communiste, développés par la théorie et la pratique ultérieure du mouvement ouvrier, et ont trouvé leur expression la plus élevée dans le bolchevisme. (...)

Le parti, c'est la fleur de la classe, son élite révolutionnaire. Le syndicat embrasse de larges masses d'ouvriers à des niveaux différents. Plus larges sont les masses, plus le syndicat est près d'avoir réalisé sa tâche. Mais ce que l'organisation gagne en étendue, elle le perd inévitablement en profondeur.

Les tendances opportunistes, nationalistes, religieuses, dans les syndicats et dans leurs directions, sont l'expression du fait que les syndicats embrassent non seulement l'avant-garde mais aussi les grosses

réserves. Ainsi, les côtés faibles des syndicats proviennent-ils de leurs côtés forts.

La lutte contre l'opportunisme dans les syndicats signifie au fond un travail tenace pour amener les réserves à l'avant-garde. Celui qui en détache les ouvriers révolutionnaires, qui construit, à côté des organisations de masse, des syndicats révolutionnaires "propres" (selon l'expression ironique de Lénine), mais peu nombreux, donc impuissants, celui-là, non seulement ne résout pas la tâche historique mais renonce à la résoudre, pire encore, il crée directement lui-même les obstacles à la lutte pour influencer la classe ouvrière. » (Trotsky, *L'offensive économique contre la révolution et les syndicats*, 1933).

La conception d'un « mouvement politique de masse » s'oppose à la tradition syndicale du mouvement ouvrier, qui affirme que le syndicat est ouvert à tous, indépendamment des opinions politiques, philosophiques ou religieuses. Pendant 14 ans, prenant part à tous les combats des étudiants, et plus particulièrement depuis 1971, date du coup mortel qu'ont tenté de porter par la scission les dirigeants du PCF, les étudiants, avec les militants de l'OCI, ont combattu pour développer le syndicat des étudiants, pour organiser, rassembler, construire l'unité de base des étudiants, cadre du combat face à la situation à l'université.

De la réunification syndicale au 67^e Congrès de l'UNEF

En mai 1980, à l'exception du PCF animant l'UNEF-Renouveau, se réunifiaient les tendances du syndicalisme étudiant (voir notre encadré sur les tendances dans l'UNEF). Cette réunification est un pas en avant considérable pour permettre que s'organise la résistance des étudiants en toute indépendance par rapport à l'Etat. Depuis cette réunification syndicale à l'université, de profonds changements politiques sont intervenus à l'université.

Avec la victoire politique remportée par les masses le 10 mai, les 14 et 21 juin, il est devenu indispensable d'en finir avec les institutions et la Constitution de la V^e République. La Constitution gaulliste, ses institutions réactionnaires, et la classe ouvrière entraînant dans son sillage les masses laborieuses des villes et des campagnes, divergent.

Il y a là des contradictions majeures qui doivent se résoudre, car une Constitution et les formes données des institutions ne sont pas des abstractions « idéales », mais le terrain et la forme de la lutte des classes. On le sait, la loi E. Faure, clé de voûte des institutions de la V^e République à l'université, revêt une importance particulière.

L'abrogation de la loi Faure

Maintenir, après le 10 mai, tous les décrets de Saunier-Seïté (ministre des Universités sous Giscard) et la loi d'orientation de 1968, c'est vouloir concilier l'inconciliable.

On ne peut parler de « réforme nouvelle » en gardant comme point de départ les exigences du patronat qui a toujours voulu remettre en cause l'inscription des bacheliers à l'université, les bourses, les œuvres universitaires, voulu imposer des diplômés déqualifiés en étroite relation avec les intérêts capitalistes... Tel est l'enjeu du congrès de l'UNEF.

L'UNEF et l'Association internationale des étudiants

68 unions nationales et associations d'étudiants, représentant 50 pays de tous les continents, ont répondu présents à l'invitation de l'UNEF indépendante et démocratique les 4, 5, 6, 7 et 8 juin 1981 à Paris.

Pendant cinq jours, elles ont débattu de l'état de la situation internationale tant du point de vue des réformes gouvernementales et de la situation universitaire que du point de vue du mouvement étudiant et de son organisation.

Placé dans le cadre de la démocratie et de l'indépendance, le débat a permis de réunir les expériences et les opinions les plus diverses pour avancer ensemble sur les problèmes qui sont communs à tous les étudiants du monde.

De nombreuses résolutions ont été adoptées, campagne internationale pour la libération de Linda Winch (Tchécoslovaquie), de Andrew Borsaine, président de l'Union nationale des étudiants d'Afrique du Sud, résolutions sur le gouvernement chilien et la dictature, résolution de solidarité avec le Salvador, etc. Notons que toutes les organisations présentes, mis à part les Belges, liés à l'UIE, ont donné leur accord à ces résolutions.

Le cadre de l'Association internationale des étudiants est fixé par la Charte internationale adoptée par toutes les Unions indépendamment de ce qu'a pu dire telle ou telle association. La charte, qui procède totalement des principes du syndicalisme indépendant, a un cadre qui fixe parfaitement l'activité de l'AIE.

Le NZS indépendant des étudiants polonais, que Jaruzelski vient d'interdire au lendemain du 13 décembre, est membre du secrétariat provisoire de l'AIE.

La tendance majoritaire de l'UNEF indépendante et démocratique, impulsée par les militants du PCI, part des revendications et aspirations des étudiants. Elle met au centre de son activité la question de l'indépendance syndicale.

Préserver dans ce congrès l'indépendance syndicale, se battre pour l'abrogation de la loi Faure et de la cogestion, réaffirmer que toutes les revendications sont légitimes, c'est garder à l'UNEF son caractère syndical et donc préserver l'instrument du combat des étudiants pour la satisfaction des revendications, aujourd'hui comme demain.

quer » de cette crise, d'enfourcher le cheval de bataille de la « dénonciation du gouvernement ». Cette dénonciation idéologique prend un relief tout particulier quand on note que dans la lettre de la tendance de la LCR lue au dernier collectif national précédant le congrès de l'UNEF, pas un mot n'est dit sur la nécessité de l'abrogation de la loi Faure.

La LCR tourne le dos au combat réel contre les institutions de la V^e République, dont la loi Edgar Faure fait partie, cela au profit d'une « dénonciation » idéologique du

Bref historique du mouvement international étudiant

C'est en 1919 qu'a été fondée la « Confédération Interalliée des étudiants » à la suite de la Première Guerre mondiale. En 1921, au congrès de Prague qui regroupe 22 nations, elle prend le nom de « Conférence internationale des étudiants ».

Cette association disparaît en 1939. C'est le 17 novembre 1945, à Londres, qu'est désigné un comité préparatoire dans lequel la France est chargée de préparer le congrès constitutif de l'UIE.

C'est en avril 1946 que le congrès constitutif de l'UIE a lieu, à Prague, en souvenir du 17 novembre 1939 où de nombreux étudiants tchèques tombèrent sous les balles nazies.

Dès 1948, l'UIE entre dans une crise qui va affaiblir considérablement l'organisation. Sous l'influence des unions chinoise et russe, qui à elles seules font la majorité des mandats en déclarant 2 650 000 membres, l'UIE s'aligne au fur et à mesure sur la bureaucratie stalinienne. Un exemple : l'exclusion de la Jeunesse yougoslave en 1949.

La modification de l'orientation de l'UIE en 1956-1957 sous l'impulsion de Jiri Pelikan proposant l'unification de l'UIE et de la CIE, la prise de position de l'UIE et l'animation des campagnes contre la guerre du Vietnam dans les années 1960, combinées à l'effondrement de la CIE impulsé par les USA, dû à un scandale financier, laisseront seule l'UIE « sur le terrain ».

Mais, à partir de 1968, de la couverture de l'invasion tchécoslovaque, de l'exclusion de l'UNEF du congrès de Varsovie en 1972 et de toutes les associations protestant contre la mise au pas de l'association des étudiants tchécoslovaques, l'UIE va dépérir. La plupart des associations vont quitter l'UIE.

La dernière étape en fut le 13^e Congrès de l'UIE qui s'est tenu à Berlin-Est. Ni les événements de Pologne, avec la constitution de l'Union indépendante des étudiants, ni aucun des problèmes majeurs posés aux étudiants aujourd'hui n'ont été abordés par ce congrès.



Le cortège de l'UNEF indépendante et démocratique dans la manifestation de soutien aux travailleurs polonais, le 14 décembre 1981 à Paris.

De ce point de vue, notons que la tendance PLUS (animée par le PS) cherche, au travers de ses motions, à limiter le caractère syndical de l'UNEF et à limiter les revendications des étudiants à la politique du gouvernement de front populaire.

Quant à la tendance animée par la LCR, elle est traversée par une crise grave. Son principal dirigeant, Julien Dray, ex-secrétaire général du MAS, ex-membre du comité central de la LCR, ainsi que des membres du Secrétariat étudiant, ont décidé de rejoindre le PS.

La LCR, à la veille du congrès de l'UNEF, a décidé, pour se « démar-

gouvernement et d'une fausse politisation du syndicat.

Dans le congrès de l'UNEF qui va s'ouvrir, il s'agit pour le PCI d'appuyer dans les résolutions présentées tous les points qui vont dans le sens des intérêts des étudiants. Contre la cogestion-participation, les militants du PCI reprennent à leur compte les propos de Trotsky plus que jamais actuels : « Complète et inconditionnelle indépendance des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste. »

B. Stora,
C. Atian,
12 février 1982

IRAN

Trois années après la chute du chah

Le 25 janvier, des insurgés pénétraient de nuit à Amol (Mazandaran, nord de l'Irak) et attaquaient tous les bâtiments de l'Etat : Parquet, police, centres de gardiens de la révolution et du gouvernement.

L'AFP écrit : « Par son caractère, cette action n'a eu récemment d'équivalents que celles périodiquement menées par la guérilla bien entraînée des régions kurdes contre des villes comme Mahabad et Boukan, à l'automne dernier. »

Pendant une semaine, la presse iranienne parla de l'attaque meurtrière d'Amol, contraignant Khomeini à déclarer qu'il n'était pas possible de se taire quand le renversement du régime était en jeu.

Mais comment l'avenir de la République islamique est-il en jeu, alors que la guerre avec l'Irak tourne à l'avantage de l'Irak, que l'imam est parvenu à faire refluer le mouvement de la classe ouvrière et des masses et à casser l'offensive lancée par les moudjahedines, après la formation du Conseil national de la résistance (CNR) ?

A l'inverse de la situation qui prévalait en novembre 1979, après l'occupation de l'ambassade américaine, où la vague de mobilisation anti-impérialiste impulsait la création de milices et de conseils ouvriers (shoras), la classe ouvrière ne dispose plus d'organisation indépendante. Le conseil des shoras de polytechnique, qui avait regroupé jusqu'à 900 membres, a été démantelé et son journal *Shora* ne paraît plus.

Khomeini, bourreau de la révolution iranienne

L'imam a mis à profit la guerre contre l'Irak pour poursuivre ses attaques contre la classe ouvrière, les masses, le mouvement démocratique, celui des peuples opprimés (Turkmènes, Baloutches, Azaris, Kurdes). Plusieurs faits ont joué en sa faveur :

1) Son prestige d'imam, dans un pays où l'Islam chiite s'est chargé d'un contenu populaire, égalitaire, national et antimonarchique. S'appuyant sur le réseau des mosquées et utilisant tous les moyens de l'appareil d'Etat, Khomeini et le Parti de la République islamique (PRI) ont pu dresser contre les usines, les shoras et les milices islamiques, s'attaquer au mouvement démocratique et aux minorités religieuses et nationales.

2) La politique du Toudéh stalinien et de ses alliés, les « Fédais majoritaires » qui, au nom de la lutte anti-impérialiste, ont justifié toute la politique répressive du pouvoir.

3) L'inexistence d'un mouvement ouvrier indépendant sous la monarchie. Mais le facteur décisif a été l'absence d'un parti révolutionnaire capable d'entraîner la classe ouvrière, la paysannerie pauvre, le mouvement démocratique et celui des peuples opprimés.

Enfin, Khomeini a su profiter de la guerre avec l'Irak pour neutraliser le prolétariat des centres pétroliers et industriels du Khouzistan arabe, qui avait joué un rôle décisif dans la chute de la monarchie et dans l'organisation du mouvement ouvrier indépendant : licenciements massifs et envoi au front des militants les plus combattifs, interdiction des grèves sous couvert de l'effort de guerre, liquidation des shoras, des milices ouvrières et des syndicats, remise en question de tous les avantages acquis (salaires, horaires et conditions de travail...).

C'est ce caractère anti-ouvrier de la politique islamique de Khomeini qui explique pourquoi, malgré le

chômage massif, l'utilisation de l'armée de réserve et l'emploi de la terreur, les grèves n'ont pas cessé (1), exprimant par là le fait que si la classe ouvrière est privée de tout cadre d'organisation indépendant, Khomeini n'est pas parvenu à lui infliger une défaite décisive ou à l'intégrer dans le cadre des shoras et syndicats « islamiques ».

Cette même politique réactionnaire s'exerce contre les paysans pauvres qui confisquent et se partagent les terres des féodaux (Kremanchah) (2), car la réforme agraire promise est en panne par suite du blocage de la hiérarchie religieuse liée aux grands propriétaires fonciers et elle-même détentrice de terres (waql).

C'est cette même politique qui s'exerce contre les peuples opprimés, en particulier au Kurdistan où une véritable guerre oppose les milices islamiques (pasdarans) aux maquisards (peshmergas) kurdes. Et, d'une manière générale, contre les minorités religieuses (Bahais), les enseignants, les médecins... Mais cette politique de guerre civile livrée par Khomeini à son peuple ne peut camoufler la fragilité du régime.

Aggravation de la crise du régime

La crise économique s'exprime par une chute brutale de la production industrielle (15 % en 1980 de la production de 1978). En 1980-1981, la baisse est de 50 % dans l'automobile, de 100 % dans l'électroménager et les grandes usines de machines-outils de Tabriz et d'Arak, vitales pour l'industrie du pays, sont restées paralysées (3).

La hausse de 300 % des produits alimentaires en trois ans traduit l'effondrement total de la production agricole intérieure. La chute constante des revenus pétroliers a des répercussions sur le budget (30 % des recettes en 1980-1981) comme sur l'ensemble d'une économie qui n'a pas bouleversé les structures héritées de la monarchie et se trouve plus encore dépendante de l'impérialisme.

La situation, renforcée par le poids de la guerre contre l'Irak, a aggravé les conditions d'existence des travailleurs, des chômeurs (1/3 de la population active) et des deux millions de réfugiés qui viennent grossir la masse des « déshérités ».

Mais c'est au niveau de l'Etat que les contradictions sont les plus aiguës entre les différentes fractions de la bourgeoisie qui cherchent à renouer avec l'impérialisme et les



Téhéran, le 21 janvier 1979, après la chute du chah.

grands propriétaires fonciers, acquis à la république islamique.

L'armée qui a reconstitué pour une part sa puissance (achat d'armes à la Corée, à la France, à Israël) et son prestige à la suite de la « guerre patriotique » contre l'Irak et les pasdarans chargés de la sale guerre au Kurdistan.

Les différentes fractions du clergé. Le leader du PRI, Behehti, était parvenu, après l'élimination de tous les courants et partis rivaux — celui de l'islam « progressiste » (Taleghani) ou celui lié à l'ancien régime (Chariat Madari) — à donner une certaine cohésion à l'équipe dirigeante. Sa mort a aiguisé les contradictions au sein de la hiérarchie qui se sont exprimées dans les débats au Parlement sur la question agraire, la nationalisation du commerce extérieur, la politique étrangère et, plus brutalement, par le rejet de la nomination de Velayati au poste de Premier ministre.

C'est pour éviter un éclatement entre les fractions religieuses en activité — celle de Khalkhali et de Hadi Gnafari, leader des « Hezbolahis », anciens de la Savak ou

L'organisation des guérilleros Fedais du peuple d'Irak (OGFPI) a engagé, en 1970, la lutte armée contre le chah et a joué un rôle important lors de l'insurrection de février 1979 et dans la mise en place des conseils ouvriers et paysans.

Les Fedais se prononcent contre le pacte de gouvernement provisoire du CNR et pour une Assemblée constituante souveraine, pour l'ensemble des libertés démocratiques, la réforme agraire, la satisfaction des besoins sociaux des masses et les conseils ouvriers et paysans.

Kar, décembre 1981

recrutés dans le lumpen et spécialisés dans la répression, celle de Rafsandjani et du président de la République, Ali Khomeini, proche de l'imam, celles des ayatollahs Ozma (grands) hostiles à la conception politique de Khomeini — entre les tendances pasdarans devenues, avec plus de 200 000 hommes, une force répressive indépendante, et l'armée (4)... que l'imam s'est vu contraint de monter en première ligne et de prendre en charge une large part des affaires de l'Etat.

Le prestige incontestable de l'imam lui permet encore de comprimer les contradictions existantes et d'éviter les affrontements au sein de l'Etat, mais il ne peut résoudre la crise économique, le chômage et la misère des masses, ainsi que tous les autres problèmes. De plus, cette situation de relatif équilibre est très précaire.

L'après-Khomeini se prépare

La situation politique en Iran est arrivée à un tournant du fait de la combinaison de plusieurs facteurs. La guerre avec l'Irak est entrée dans une phase qui paraît décisive, après l'expulsion des troupes de Bagdad de l'Irak. L'effondrement du régime de Saddam Hussein, qui est intervenu en tant que « gendarme du Golfe », menacerait la stabilité de tous les Etats féodo-bourgeois de la région et, en particulier, l'Arabie saoudite. D'où l'aide financière massive accordée par les Emirats (plus de 14 milliards de dollars en 1981) ; d'où l'envoi de brigades d'Oman et de Jordanie qui s'ajoutent aux « volontaires » arabes venus de neuf pays pour renforcer « l'armée populaire irakienne » (5).

Yasser Arafat, à son tour, a lancé un avertissement à l'Iran, en déléguant à Paris, auprès de Radjavi, leader du CNR, un dirigeant de l'OLP, Hani-el-Hassan.

Si le président du Parlement a déclaré que c'était un plaisir pour l'Irak que d'être en guerre contre le roi Hussein « qui en septembre 1970 a massacré le peuple palestinien », la démarche de Khomeini est plus prudente : rapprochement avec la Libye et la Syrie, qui redoutent une intervention d'Israël, appel du pied à l'Algérie qui avait joué un rôle décisif dans la libération des otages, déclarations apaisantes aux Etats du Golfe pour ne pas donner prétexte à une intervention américaine...

Les reclassements politiques qui s'effectuent au sein des forces politiques iraniennes, en particulier les courants qui se rapprochent du CNR, présentent certes un grand intérêt, mais ce qui importe le plus pour les révolutionnaires, c'est la discussion qui se mène entre les

organisations révolutionnaires (voir la lettre ouverte des Fedais à l'organisation des Moudjahedines d'Irak (Radjavi) qui proposent l'ouverture de la discussion sur un projet de plate-forme permettant d'unifier l'ensemble des forces révolutionnaires et progressistes dans le combat

Le Peykar, maoïste, se prononce pour « une république démocratique populaire, c'est-à-dire la dictature des ouvriers, des paysans et de la petite-bourgeoisie révolutionnaire des villes. »

Le Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), dirigé par Gassemlou, est la principale organisation kurde et l'une des composantes du CNR.

pour abattre le régime de Khomeini (6).

Tout aussi importante, la discussion en cours au sein des organisations issues du mouvement ouvrier et se réclamant du marxisme : les Fedais, le Peykar et le Komala, sur le bilan des deux années qui ont suivi la chute du chah et sur les perspectives de la révolution iranienne.

M. Aklouf

- (1) Grève de la raffinerie d'Ispahan (Kar, organe des Fedais, décembre 1981), grève chez Philipps (Iran aujourd'hui, Peykar n° 4).
- (2) Kar, novembre 1981.
- (3) « L'effondrement de l'économie iranienne », *Le Monde diplomatique*, décembre 1981.
- (4) *L'Express* : « Iran, la révolution en guerre » (15-21 janvier 1982).
- (5) « Iran-Irak, le dernier quart d'heure » (*Maghreb* du 23 janvier 1982).
- (6) *Kar* - édition française, décembre 1981.

L'organisation révolutionnaire des masses laborieuses du Kurdistan (Komala) est issue du maoïsme et organisée dans un front avec le PDKI et les Kurdes de Cheik Ezzedine. Le Komala critique l'entrée du PDKI dans le CNR et développe dans son II^e Congrès de mars 1981 une ligne politique « inspirée de celle de Lénine en 1905 ».

« (...) Une république démocratique et révolutionnaire qui sera l'émanation de l'insurrection des ouvriers, des paysans et des petits-bourgeois démocrates et qui assurera la réalisation des tâches minimales suivantes (...) » (La situation politique actuelle et la nécessité de la préparation de l'insurrection, *Avant-garde* n° 3).



TCHAD

L'effondrement de l'Etat

Construction artificielle du colonialisme français, le Tchad n'a cessé en un siècle d'accumuler dans ses frontières les contradictions explosives. Entre les pasteurs nomades du nord, depuis longtemps musulmans, et les cultivateurs du sud, plus récemment christianisés, le seul point commun était la haine de la domination étrangère.

Après l'indépendance octroyée par de Gaulle et contre le gouvernement comprador de Tombalbaye, s'est constitué en 1966 un Front de libération nationale du Tchad (Frolinat) qui s'est efforcé d'encadrer et de canaliser des révoltes périodiques, d'abord au nom de l'Islam, puis sous le signe plus large du nationalisme africain.

Le mouvement spontané des masses a déterminé, en 1975, la liquidation du gouvernement de Tombalbaye tandis que le Frolinat, de scission en scission, se révélait incapable de prendre l'héritage en mains.

Appuyé par les services secrets français, le général Malloum préside à la décomposition de l'Etat et au début de la guerre civile. Giscard lui impose un transfuge du Frolinat — Hissène Habré — comme Premier ministre pour parvenir à arrêter l'évolution catastrophique en cours.

Le bilan du septennat giscardien réside, en ce qui concerne le Tchad, dans une déconfiture complète de l'impérialisme français, contraint de retirer ses troupes du pays et de laisser le champ libre aux forces de la guerre civile. Depuis 1980, l'Etat tchadien a, en fait, cessé d'exister, tandis que des bandes armées se disputent les lambeaux du territoire.

Le gouvernement d'unité nationale du Tchad (GUNT) présidé par Goukouni Oueddey, issu lui aussi du Frolinat, ne parvient à s'installer dans la capitale Ndjamen, qu'avec l'appui de l'armée libyenne à laquelle Giscard, en mal de candidature présidentielle, a bien été obligé d'abandonner le terrain.

Bénéficiant du soutien de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), le « syndicat des chefs d'Etat du continent », dont les liens avec l'impérialisme international sont connus, le gouvernement Goukouni Oueddey tient, tant bien que mal, dans une sphère territoriale réduite, durant l'année 1981.



Hissène Habré.

La faillite du Frolinat

La politique africaine du gouvernement Mitterrand-Mauroy, pour autant qu'elle se dessine, lui est plutôt favorable. Mais l'accession de Reagan au pouvoir, à Washington, bouleverse les données. En effet, ce dernier donne à Hissène Habré, réfugié au Soudan, de nouveaux moyens militaires qui lui permettent de revenir en force au Tchad et de rallumer la guerre civile.

Le Monde du 5 février 1982 affirme que les Forces armées du nord (FAN) dirigées par Hissène Habré seraient maîtresses des deux tiers du territoire tchadien. De fait, la route de Ndjamen semble ouverte devant les bandes armées de cet aventurier, et le gouvernement de Paris paraît soucieux de ne pas s'engager de nouveau dans un tel guépier.

A l'arrière-plan de ces avatars militaires, il est nécessaire de discerner les affrontements entre les classes qui se déroulent, au Tchad, en relation avec des interventions étrangères incessantes. L'absence d'industrialisation, due à la domination coloniale, n'a guère permis la formation d'un prolétariat qui se réduit à quelques milliers d'ouvriers et à quelques dizaines de milliers d'employés.

Sur cette base sociale réduite, le nationalisme bourgeois et son compère, le stalinisme, ont eu beau jeu pour détourner les masses des objectifs de la lutte des classes. L'actuel effondrement de l'Etat, au Tchad, illustre cruellement, pour les populations intéressées, la faillite du Frolinat dont les chefs de bandes rivaux proviennent.

Les éleveurs du nord sont tentés par l'appui que la Libye peut leur offrir contre la vieille domination française. Mais ils sont assaillis de doute vis-à-vis des objectifs réels d'une armée dont les dirigeants se réclament d'un panarabisme et d'un panislamisme qui leur sont largement étrangers. Les paysans du sud ont peur d'une expansion qui menace leurs traditions ethniques et leur obédience chrétienne. C'est de cela que joue le lieutenant-colonel Kamougué en s'appuyant sur les bases militaires de la République centrafricaine voisine pour menacer le gouvernement de Ndjamen d'une éventuelle sécession.

Un enjeu

En apparence, la guerre civile se déroule comme une bataille des chefs : Hissène Habré contre Goukouni Oueddey. En profondeur, il s'agit de révoltes des éleveurs et des cultivateurs — notamment les plus pauvres — contre un ordre imposé par l'impérialisme qui a abouti au désordre total, au chaos avec son cortège de misère extrême et d'insécurité généralisée pour les populations.

Malgré l'appui de l'OUA, le gouvernement de Goukouni Oueddey n'a pas été capable de rétablir l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du pays et de redresser une situation économique de plus en plus désastreuse. Profitant de cette débâcle, l'impérialisme américain tente de consolider un triangle stratégique dont les sommets seraient Le Caire, Khartoum et Ndjamen; d'où l'actuelle offensive militaire d'Hissène Habré.

Ainsi, le Tchad devient un enjeu pour la politique des puissances étrangères. Kadhafi cherche à s'y assurer des appuis en vue d'une percée en direction de l'Afrique au sud du Sahara. Reagan tente d'y faire la loi pour mener à bien son entreprise d'encercllement de la Libye dont les gouvernements égyptien, saoudien et tunisien sont complices.

Le Frolinat démontre involontairement qu'un front cimenté par le nationalisme bourgeois est impuissant à résoudre les tâches élémentaires de l'indépendance et de l'unité nationales. La situation géopolitique du Tchad, au carrefour du Nord et du Sud, de l'Est et de l'Ouest, rend impossible l'expérience qu'un tel front a pu provisoirement mener ailleurs, sans aucun succès probant, il importe de le reconnaître.

En l'état actuel des choses, le Tchad, deux fois et demie grand comme la France, mais peuplé seu-



Goukouni Oueddey.

lement de quatre millions d'habitants, reste un terrain d'affrontements entre des forces principalement étrangères : le colonialisme français, l'expansion libyenne et, plus récemment, l'impérialisme américain qui ne recule pas devant les grands espaces.

Au demeurant, la Libye, plus de trois fois la France avec 3 millions d'habitants, n'aurait pas une force suffisante d'expansion si le pactole pétrolier n'avait donné à Kadhafi des moyens financiers exceptionnels. Il est permis de penser que le dictateur libyen, qui rêve d'être un nouveau Nasser, a joué sur tous les tableaux en créant une sorte de plaque tournante entre l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin.

« Le droit du poing »

La brutale réorientation de la politique des USA, sous la présidence archi-réactionnaire de Reagan, a fait de Kadhafi une cible de cette politique. Le gouvernement libyen se trouve aussi poussé dans les bras de Moscou qui n'entend pas courir de risques importants dans la région.

S'il arrivait qu'Hissène Habré s'installât à Ndjamen, les risques d'éclatement au Tchad seraient considérablement accrus. Appuyé par Reagan et subissant l'hostilité de Kadhafi, l'aventurier en question serait contraint d'affronter une révolte générale des masses. Dans le nord, les éleveurs qui ont finalement accepté, au moins provisoirement, le gouvernement de Goukouni Oueddey ne toléreraient pas cette violation d'un équilibre précaire. Dans le sud, les cultivateurs Sara ne pourraient pas tolérer la dictature des bandes armées du nord que sont les forces d'Hissène Habré.

Tant qu'un parti révolutionnaire ne sera pas en mesure de jouer un rôle déterminant au Tchad, l'effondrement de l'Etat continuera à y développer ses effets tragiques. Au centre du continent africain, le Tchad prouve, dans la chair de ses femmes et de ses hommes, la vérité de l'alternative : socialisme ou barbarie. C'est une partie du sort de l'humanité qui se joue exemplairement dans ce pays.

L'exemple du Tchad démontre qu'il existe pour les masses une situation plus terrible encore que leur domination par l'Etat, « ce monstre froid parmi les monstres froids » ; cette situation réside dans l'effondrement de l'Etat lorsqu'il s'accompagne, non de l'avènement des conseils ouvriers et paysans, mais du déchaînement de bandes armées faisant régner le « droit du poing » (Faustrecht).

Simon Komaf

ARGENTINE

Une explosion sociale à bref délai

Successivement, deux officiers supérieurs des forces armées, le général Onganía (dictature entre 1966 et 1969) et l'amiral Massera (membre de la junte militaire durant la présidence de Videla) ont été emprisonnés par la dictature militaire, en raison de déclarations publiques sur le problème des « disparus ».

Le terme de « disparus » sert à désigner, en Argentine et dans le monde, les milliers de travailleurs, de jeunes, d'étudiants et de militants des organisations ouvrières et démocratiques enlevés et probablement assassinés, après de terribles tortures, par la dictature militaire instaurée par le coup d'Etat de 1976 (20 000 personnes selon Amnesty International).

Cette question est précisément au centre de la crise politique qui secoue la dictature ainsi que l'ensemble de l'institution militaire qui lui sert d'ossature, dans la mesure où toute tentative pour céder la place à un gouvernement civil visant à préserver l'institution militaire et l'Etat bourgeois se heurte au problème des « disparus ».

C'EST avec une grande lucidité que le président du parti justicialiste (péroniste), Deolindo Bittel, a déclaré au sujet du problème des disparus : « C'est une plaie ouverte et sanglante. Le gouvernement militaire doit assumer sa responsabilité et rendre compte du sort de citoyens dont on ne sait où ils se trouvent (...) ».

Aucun gouvernement civil ne peut assumer le pouvoir si les militaires ne résolvent pas préalablement cette situation, car si ce sont maintenant 1 500 mères qui vont à la place de Mai pour réclamer leurs fils, dès qu'un gouvernement civil arrivera au pouvoir, il en viendra 10 000 qui ensuite empliront la place toute entière. »

Le spectre du surgissement révolutionnaire des masses épouvante tous les partisans du maintien de l'ordre bourgeois et la « solution » à ce problème apparaît comme un écueil immense à la mise en pratique d'un « accord national » entre les militaires et les partis bourgeois, en particulier ceux qui constituent la « multipartie » (péronistes et radicaux notamment).

La dictature de Galtieri au bord du gouffre

Un mois à peine après l'arrivée de Galtieri au pouvoir, après « la révolution de Palais » contre le général Viola, la situation politique en Argentine est arrivée à un degré de tension extrême.

Le ministre de l'Economie, R. Alemann, a annoncé un plan d'austérité draconien. Gel des salaires des fonctionnaires, augmentation des tarifs des services publics et des carburants. La TVA et les transports ont été augmentés en moyenne de 20 %. Selon les déclarations d'Alemann, il s'agit d'un traitement de choc, qui comprendra la paralysie de la plupart des investissements publics, des licenciements massifs et la privatisation de la majorité des entreprises d'Etat.

L'annonce ainsi que le début de l'application de ces mesures ont provoqué une réaction profonde dans la classe ouvrière et un vent de panique a soufflé dans les rangs de la bourgeoisie.

Le journal Clarin, sous le titre : « Un choix de fer : l'inflexibilité économique ou la transition vers la démocratie », écrit : « Dans ce cadre, la personnalité du ministre Roberto Alemann apparaît au centre de la tourmente, accusé par certains de dureté inutile et par d'autres d'incompatibilité avec toute négociation entre le gouvernement et la direction civile. »

Des secteurs militaires qui n'ont rien de négligeable ne cessent de répéter qu'une extrême dureté ne vaut rien en Argentine actuellement, alors que celle-ci est gouvernée par un régime qui compte six années de pouvoir. »

Mais ce serait une erreur de considérer que les mesures économiques prises répondent à une « erreur de calcul » du gouvernement militaire. En réalité, cette politique corres-

pond pleinement aux exigences du Fonds monétaire international pour répondre, à partir d'un contrôle plus étroit encore du capital impérialiste, à l'énorme endettement extérieur de 32 000 millions de dollars et à l'inflation galopante (l'Argentine occupe la première place dans le « classement » mondial de l'inflation, avec 130,3 %) qui se combine à une profonde récession (la production automobile a chuté de 42 % en deux mois).

La CGT tente de contenir la réaction des travailleurs

La décision de la commission directive de la CGT de préparer un « plan d'action » limité à une « protestation pacifique » en accord avec la « multipartie », répond à la volonté de la centrale syndicale de subordonner la volonté des masses, pour en finir avec le régime militaire, à la négociation d'un « accord national » avec les militaires. C'est sur cette même ligne que semble maintenant se placer le PC, lequel, pour la première fois depuis 1976, a cherché à se démarquer de son soutien ouvert et affiché à la dictature militaire.

Selon le journal La Nación : « Les attitudes coincidentes de Bittel, de Miguel (dirigeant de la CGT) et d'autres membres cégétistes sont parvenues, à « geler » des démarches visant à l'action directe, et on est parvenu du moins pour le moment, à redresser la situation dans une voie plus prudente (...). On prétend d'autre part que Bittel a précisé aux syndicalistes que le pentagone politique (la multipartie est constituée de cinq partis - NDLR) ne veut aucune explosion sociale. »

De ces paroles se dégagent les démarches effectuées par Miguel pour neutraliser toute manœuvre visant à utiliser la CGT comme un tremplin pour alimenter des « débordements ».

A bas la dictature ! Assemblée constituante souveraine !

C'est en combattant fermement, sur la base de ces mots d'ordre, liés étroitement à la lutte pour les libertés démocratiques et les revendications ouvrières, nationales et démocratiques, que la centralisation du mouvement et de la volonté des masses pourra être impulsée par les militants qui combattent pour la construction du parti ouvrier indépendant en Argentine.

Toute manifestation d'acceptation des plans de « transition » vers un gouvernement civil apparaîtra aux yeux de la classe ouvrière comme une compromission avec la dictature militaire. La question du front unique pour renverser la dictature est au centre des préoccupations des militants ouvriers et de l'ensemble de la population opprimée.

Ce sont les axes adoptés, il y a deux ans, par le congrès du PST, et c'est sur ces axes que doit continuer la lutte.

Luis Favre, le 12 février 1982

BRESIL : LA QUESTION CENTRALE DES ELECTIONS

Vote pour Lula, pour en finir avec la dictature

Le 24 janvier, plus de 900 délégués présents à la rencontre d'Etat du Parti des travailleurs de Sao Paulo ont décidé à l'unanimité : aux élections fixées pour le 15 novembre prochain, Lula sera candidat au poste de gouverneur de l'Etat ! Cette décision a une signification historique.

En la personne de Lula, le président du PT, s'exprime aujourd'hui le mouvement puissant que la jeunesse et les travailleurs brésiliens sont en train de faire vers leur organisation indépendante, contre la dictature militaire. Sa candidature représente une référence de classe — non seulement pour les travailleurs de Sao Paulo, mais pour tout le pays. En même temps que la présentation de candidats du PT dans d'autres Etats, elle est l'affirmation du PT dans les élections en tant que parti ouvrier indépendant.

Sans parler du caractère totalement inédit de ce fait, puisque c'est la première fois dans l'histoire brésilienne qu'un candidat ouvrier postule au poste de gouverneur de l'Etat — le plus important du pays (1). Pour toutes ces raisons, la candidature de Lula est un coup porté au régime.

Plus qu'un coup, c'est un véritable défi. Car les délégués du PT ont choisi Lula tout en sachant que celui était inéligible selon les lois de la dictature.

LES réactions à la présentation de Lula comme candidat, de la part de la bourgeoisie et des alliés de Figueiredo, ont été presque unanimes pour, directement ou indirectement, le condamner. Les prises de position de politiciens de l'opposition bourgeoise n'ont pas manqué pour affirmer que, de cette façon, le PT est en train de diviser les voix de l'« opposition » et de favoriser le PDS (le parti du gouvernement).

Les défenseurs de la dictature critiquent la candidature de Lula.

Ce fut par exemple le sens de la déclaration de Romulo Almeida (dirigeant du PMDB — parti bourgeois d'opposition où intervient le Parti communiste brésilien), suivant lequel la décision du PT faisait preuve de « romantisme et d'inexpérience ».

D'autres rengaines du même type ont été exprimées, venant même

d'hommes directement liés à la dictature, comme le député fédéral du PDS et ex-secrétaire des Assurances de Sao Paulo, Erasmo Dias, qui a dit qu'il ne pensait pas que « Lula serait assez stupide pour présenter sa candidature au poste de gouverneur de Sao Paulo, parce qu'il ferait le jeu du gouvernement en divisant les voix de l'opposition... ».

Le PCB, prudent, a préféré ignorer le fait — son hebdomadaire ne le mentionne pas, si ce n'est à travers les déclarations d'un dirigeant du PP (Parti populaire, connu chez les travailleurs comme le parti des banquiers), condamnant la dictature.

Lula lui-même s'est chargé de répondre à ces accusations en déclarant aussitôt : « La société ne se divise pas entre opposition et situation. Elle se divise entre exploités et exploités. Et nous nous présentons comme une alternative pour défendre les intérêts des travailleurs. »

Une ligne de partage entre les classes

De fait, le PT — comme unique parti ouvrier légal du pays — trace une ligne de partage entre les classes sur le terrain politique. Les autres partis prétendent d'opposition (PP, PMDB, PDT, PTB) sont tous, à des degrés divers, issus de la dictature, à partir de personnalités bourgeoises, et ne représentent qu'une opposition entre guillemets au régime.

La candidature de Lula et d'autres candidats pourrait bien « voler des voix à cette opposition », mais d'autre part, elle unifierait l'ensemble des travailleurs et des masses exploitées et opprimées, qui sont les seuls à avoir véritablement intérêt à renverser la dictature militaire.

Afin de suivre les orientations de l'administration Reagan — qui, se saisissant actuellement de la situation polonaise, tente une percée contre-révolutionnaire en Amérique centrale — Figueiredo cherche à imprimer un mouvement de durcissement du régime, ce qui signifie la remise en cause du cours que les masses ont imprimé à ses timides « ouvertures ». Ce qui signifie la remise en cause, en premier lieu, de la plus grande conquête des masses dans les dernières années : le PT.

Voilà la toile de fond du veto présidentiel à la fusion du PP et du PMDB — montrant à l'évidence que l'équipe militaire au pouvoir ne se résigne pas à partager celui-ci, au niveau des Etats, avec les oppositions bourgeoises — (car le PP et le PMDB, ensemble, pourraient battre le PDS dans plusieurs endroits). C'est la toile de fond de l'épée de Damoclès que le régime maintient au-dessus de la tête de Lula et de sa candidature.

La question des inéligibilités

En effet, face à la présentation de la candidature de Lula et à la puissance que celle-ci entraîne, il devient difficile pour la dictature de maintenir le dispositif légal qui interdisait aux dirigeants syndicaux « cassés » ou chassés de leur poste par le gouvernement (comme c'est le cas pour Lula) de se présenter aux élections (voir *Tribune internationale* n° 1).

C'est pour cela que Figueiredo a respecté la suspension de ce dispositif décidé à la mi-janvier par le PDS et l'ensemble des partis de l'opposition. Cependant, la raison d'être du

régime — c'est-à-dire le combat contre la démocratie la plus élémentaire, ainsi que ses compromissions avec l'impérialisme — l'oblige, d'autre part, à ne pas permettre que le PT reste à flots.

C'est pour cette raison qu'en même temps, Figueiredo a maintenu une autre disposition légale, suivant laquelle toute personne ayant été condamnée suivant la loi de Sécurité nationale (LSN) ne peut se présenter — ce qui, une fois de plus, concerne directement Lula et plusieurs autres candidats du PT.

Le maintien de cette disposition représente la condamnation du droit démocratique de grève et d'organisation — partiellement interdits par la LSN — et dans cette voie, la condamnation du droit démocratique de candidature électorale.

Lula, aux côtés d'autres dirigeants syndicaux et du PT, a été condamné sur la base de la LSN (voir notre encadré retraçant la chronologie de l'affaire). Cependant, il n'a pas été condamné de façon définitive, car ses avocats ont intenté un recours devant une instance supérieure qui devra procéder à un nouveau jugement au mois de mars.

L'urgence d'une campagne contre la condamnation de Lula

Dans cette mesure, une urgente campagne devient nécessaire, au niveau national et international, contre la condamnation de Lula et des syndicalistes de l'ABC. C'est là le devoir de tous ceux qui se réclament de la démocratie. Sur cette campagne, peuvent se briser les tentatives de la dictature pour étouffer la progression du PT, et, surtout, il est possible d'infliger une éclatante défaite à Figueiredo et à ses plans antidémocratiques.

En attaquant la classe ouvrière, par le biais de l'attaque contre le PT, Figueiredo attaque la démocratie (les élections libres, la liberté d'être candidat, etc.). En attaquant la démocratie, il attaque également la classe ouvrière.

Dans la bataille contre la condamnation de Lula, en défense de la

Chronologie de l'affaire de Lula et des syndicalistes de l'ABC de Sao Paulo

Avril-mai 1980 : après la grève de 40 jours des métallos de Sao Bernardo do Campo, de Santo André et de Sao Caetano, Lula et 13 autres dirigeants syndicaux tombent sous le coup de la loi de Sécurité nationale (article n° 36, alinéa 2 : incitation à la désobéissance collective envers les lois).

25 février 1981 : tenue du premier jugement dans la 2^e Chambre militaire de Sao Paulo, dont l'immeuble était cerné par la police qui n'a pas permis non plus qu'entrent les parents des prisonniers. Face à ces atteintes, les syndicalistes décident de ne pas comparaître devant le tribunal. Celui-ci, cependant, rend sa sentence et les condamne. Au même moment, les avocats décident de demander devant une instance supérieure (le tribunal militaire suprême : STM) l'annulation de ce jugement.

2 septembre 1981 : le tribunal militaire suprême, par dix voix contre trois, décide d'annuler le jugement, en prenant en compte les argumentations des avocats de la défense, et fixe pour le 19 novembre la date du nouveau jugement.

19 novembre 1981 : nouveau jugement devant la 2^e Chambre, qui maintient la sentence prononcée précédemment et condamne les syndicalistes (voir l'encadré sur les condamnations).

25 novembre 1981 : les avocats de la défense font appel de nouveau devant le tribunal militaire suprême.

Mars 1982 : date probable du nouveau jugement par le tribunal militaire suprême.

démocratie, le PT doit être à l'avant-garde, assumant ainsi son rôle de parti ouvrier indépendant, porte-parole de l'ensemble des masses exploitées et opprimées du pays tout entier.

Jorge Adamastor,
5 février 1982.

(1) C'est en 1946 que pour la dernière fois un parti ouvrier a pu participer à des élections, et même à cette occasion, aucun candidat n'avait été présenté au poste de gouverneur de l'Etat de Sao Paulo.

Note de la direction nationale du PT pour l'unité des travailleurs

« Pour la première fois dans l'histoire récente du Brésil, nous, travailleurs, nous pouvons voter pour un parti formé de travailleurs. Le PT est issu des luttes populaires et non pas des manœuvres de personnalités ou de divergences passagères entre les exploités. Le PT est le parti des millions d'exploités des villes et des campagnes. Il est né de la lutte contre la dictature, contre la volonté des puissants et de ceux qui nous ont toujours trompés.

Nos candidats aux postes de conseiller municipal, de préfet, de député d'Etat, de député fédéral, de sénateur et de gouverneur sont donc issus des travailleurs eux-mêmes. Le temps est fini où nous servions d'instruments aux manœuvres des riches et des puissants.

Nous ne sommes pas d'accord avec l'unité de ceux qui cherchent à faire entrer dans le même parti exploités et exploités. La naissance du PT est la preuve que les travailleurs ne peuvent plus servir d'instruments à personne. Qu'ils ne veulent pas se laisser mener par les politiciens rusés.

La naissance du PT est la preuve que le moment est arrivé pour que les travailleurs mènent leur propre politique, une politique qui réponde à leurs intérêts.

Dans la campagne électorale qui s'engage, plusieurs partis ont dressé la bannière de l'union des oppositions sous la direction de la bourgeoisie. Nous luttons pour l'union des forces populaires sous la direction des travailleurs. Nous ne sommes pas d'accord avec l'unité de ceux qui cherchent à mettre dans un même parti exploités et exploités. Pour nous, la lutte pour les libertés politiques est inséparable de la lutte pour la liberté économique et sociale.

Un grand nombre de ceux qui, aujourd'hui, s'unissent aux exploités, parlant de libertés démocratiques et même de justice sociale, ressemblent beaucoup à ceux qui, dans le passé, ont dressé le drapeau de la libération des esclaves mais ignoraient les conditions de misère extrême dans lesquelles ceux-ci vivaient.

Il y a une division dans la société et ce n'est pas nous qui l'avons inventée. L'immense maison du propriétaire terrien n'est pas la mesure du laboureur. Le repas de l'industriel n'est pas le brouet du manoeuvre. Les bénéfices du banquier ne sont pas le salaire de l'employé des banques. Le quartier où habite le grand commerçant n'est pas la zone de banlieue où vit l'employé de commerce. Si nous sommes séparés socialement et économiquement, comment pourrions-nous être unis politiquement ?

Pour nous, qui sommes au PT, il ne suffit pas que quelqu'un se déclare de l'opposition. Le banquier, le grand propriétaire terrien, l'industriel, le grand commerçant, indépendamment du parti auquel ils appartiennent, exploitent le travailleur.

Pour nous, être dans l'opposition, c'est lutter pour changer le régime politique, et en même temps lutter pour transformer la situation sociale et économique qui opprime la majorité du peuple. Il ne suffit cependant pas de remplacer une personnalité par une autre au gouvernement. Pour nous, ce qui importe c'est de définir qui est contre les travailleurs et qui est à leurs côtés. Contre les travailleurs, il y a non seulement ceux qui les exploitent mais aussi ceux qui les trompent.

Est du côté des travailleurs celui qui lutte pour la transformation des structures sociales et économiques qui maintiennent la majorité du peuple dans une misère extrême.

La lutte pour la démocratie ne commence pas et ne finit pas avec les élections de novembre. Pour cela, notre objectif n'est pas seulement de gagner des voix, mais c'est surtout celui de servir à l'organisation politique des travailleurs.

Pour le PT, les élections sont un instrument pour faire avancer et croître la mobilisation et l'organisation du peuple. Elles sont un pas de plus dans la longue marche vers notre libération. Travailleur, vote pour le travailleur. Gagner les élections, c'est voter PT. Salutations du PT.

Brasilia, le 30 janvier 1982.



BRESIL : LE DISCOURS DE LULA, LORS DE LA PRE-CONVENTION DE SAO PAULO

« La classe ouvrière part à la conquête du pouvoir »



Lula, le président du Parti des travailleurs.

« Camarades,

Je pense que vous devriez tous prendre en considération une chose que je considère comme très importante. (...)

Qui me connaît sait que je ne suis pas enclin à l'euphorie. Qui me connaît sait que j'aime faire les choses en gardant les pieds sur terre. Mais qui me connaît sait aussi que je suis arrivé à relever des défis. Qui me connaît sait que nous avons le courage d'affronter les fauves qui sont lâchés.

Et les propositions que je vais faire vont dans ce sens. Il y a une divergence de point de vue, je dirais, qui sait, entre moi et des centaines de camarades (...) Nombreux sont ceux qui, en leur for intérieur, se disent que si le Parti des travailleurs présente Lula comme candidat au poste de gouverneur, il pourra obtenir 1 million et demi ou 2 millions de voix. (...)

Il est premièrement nécessaire de savoir clairement si nous voulons un candidat pour obtenir 1 million et demi de voix. Deuxièmement, il est nécessaire de savoir clairement si nous sommes prêts à mettre en place un plan d'action électoral pour gagner ces élections dans

l'Etat de Sao Paulo. Troisièmement, il est nécessaire que nous ayons tous aussi clairement à l'esprit que ce ne sera pas seulement en votant pour le candidat du PT qu'on arrivera au pouvoir.

Il est nécessaire que tous sachent clairement qu'il ne suffit pas purement et simplement de gagner les élections, non ! Il est nécessaire que nous prenions les dispositions pour faire en sorte que les camarades élus entrent en fonction. Nous avons l'exemple de la Bolivie, où quelques personnes ont pensé que, par un vote, il était possible de renverser le régime autoritaire.

Et cela me fait peur (...). Je m'inquiète de savoir si nous avons ou non les forces d'en arriver là. Si même nous sommes bien convaincus que l'heure a sonné. Depuis Cabral, ce pays est gouverné par la fine fleur du capitalisme universel. Ils ne veulent pas et ne permettent même pas que les syndicats soient libres. Imaginez-les quand ils connaîtront le résultat de la Convention, où le Parti des travailleurs présente un candidat pour occuper le trône qui, jusqu'à présent, a appartenu à la bourgeoisie (...).

Nous devons aussi être conscients du fait qu'en réalité cette campagne

électorale sera une définition entre les classes, établira la définition entre les travailleurs et ceux qui sont à leurs côtés et les exploités et ceux qui sont de leur côté (applaudissements).

Pour la première fois dans l'histoire de ce pays, la classe travailleuse brésilienne a l'occasion non seulement de présenter des candidats qui sont des travailleurs, mais aussi de faire en sorte que sa volonté conduise à la bataille pour le pouvoir dans ce pays.

C'est dans ce contexte que nous devons peser chacune de nos attitudes. Parce que, quand je suis entré dans le syndicat et qu'a éclaté la première grève, la deuxième, puis la troisième, souvent des camarades me disaient qu'il était nécessaire de faire attention, parce que les hommes du pouvoir courent un danger et, quand ils sont en danger, ils peuvent faire en sorte qu'arrivent des accidents.

Et je comprenais bien quand je parlais avec mes fils, parce que j'avais appris avec 140 000 travailleurs dans ce pays de ma branche, parce que je l'avais appris avec des milliers de travailleurs, dans la vie de tous les jours, que l'homme n'est pas grand-chose s'il n'a pas une définition de classe, il n'est pas grand-chose s'il ne s'enorgueillit pas de ce qu'il est, qu'il n'est pas grand-chose s'il ne décide pas de mettre en jeu sa propre vie en défense de sa classe (applaudissements).

(...) Contrairement à ce que beaucoup de camarades s'imaginaient, je ne vais pas demander le retrait de ma candidature. Mais je vais vous dire quelque chose d'assez sérieux. Si quelqu'un dans cette Convention pense que la présentation d'une liste majoritaire avec mon nom et celui d'autres camarades a simplement pour objectif de conquérir 1 million ou 1 million et demi de voix, je me refuse à accepter toute charge dans le parti.

Mais si vous êtes convaincus du fait qu'une liste majoritaire du parti va sortir, et que chacun d'entre

vous va s'engager corps et âme, va engager sa vie, celle de sa femme et de ses enfants dans cette affaire, va travailler 24 heures par jour, va même s'ôter le pain de la bouche pour la victoire de la cause, j'accepte la lutte (acclamations).

(...) Le PT prend une décision ferme en décidant de présenter une liste de candidatures à tous les niveaux. Il est nécessaire de définir clairement qu'un banquier de l'opposition est aussi exploitateur qu'un banquier qui soutient le gouvernement, qu'un grand propriétaire de l'opposition est aussi éhonté qu'un grand propriétaire qui soutient le gouvernement.

Et nous qui appartenons au PT, nous n'avons pas à présenter au peuple un banquier aux côtés d'un employé des banques (applaudissements), un paysan sans terre aux côtés d'un propriétaire foncier ou un ouvrier aux côtés d'un patron (acclamations).

(...) Si vous avez conscience de tout cela, vous voterez et vous serez certains que moi-même et les autres camarades désignés, nous saurons respecter le résultat du vote.

Mais si vous avez une hésitation, c'est le moment de le dire. Si vous avez une hésitation, ne votez pas, parce que nous sommes en train d'entamer la période des définitions. Nous entrons dans une époque où, effectivement, le PT va devoir se définir comme une partie de la société qui veut montrer clairement au pays et au peuple qu'il est prêt. Le moment est arrivé où le Parti des travailleurs a effectivement besoin de briguer le pouvoir, et pour arriver au pouvoir, nous devons avoir une proposition de pouvoir alternative qui place la classe travailleuse brésilienne à la tête (applaudissements, acclamations).

C'est dans ce climat que je pense que vous devez voter. Maintenant, il est nécessaire de dire clairement que le parti a d'autres noms, que peut-être il vaut mieux que je ne sois pas candidat. Mais qu'il soit clair que votre décision en ce qui me concerne sera un ordre, j'appliquerai toute décision, quelle qu'elle soit,

Les condamnés

Lula : Luis Ignacio da Silva, 35 ans, président du PT et président « cassé » du syndicat des métallurgistes de Sao Bernardo et de Diadema. Condamné à 3 ans et demi de prison.

Djalma : Djalma de Souza Bom, 41 ans, trésorier du PT de Sao Paulo et trésorier du syndicat des métallurgistes. Condamné à 3 ans et demi de prison.

Alemão : Enilson Simões de Moura, 30 ans, syndicaliste et membre du PMDB. Condamné à 3 ans et demi de prison.

Rubão : Rubens Teodoro de Arruda, 42 ans, directeur « cassé » du syndicat des métallurgistes de Sao Bernardo, dont il a été vice-président de 1975 à 1978. Condamné à 3 ans et demi de prison.

Gilson : Gilson Correia de Menezes, 31 ans, lui aussi directeur « cassé » du syndicat, et président du Fonds de grève de Sao Bernardo et militant du PT. Condamné à 2 ans et six mois de prison.

Osmarzinho : Osmar Santos de Mendonça, 30 ans, syndicaliste et membre de la direction du PT au niveau de l'Etat de Sao Paulo. Condamné à 2 ans et demi de prison.

Juraci : Juraci Batista Magalhães, 30 ans, directeur « cassé » du syndicat, militant du PT. Condamné à 2 ans et demi de prison.

Mane : Manoel Anísio Gomes, 36 ans, directeur suppléant « cassé » du syndicat et membre du PT. Condamné à 2 ans et demi de prison.

Ze Maria : José Maria de Almeida, 23 ans, ouvrier métallurgiste de Santo André, membre de la Commission de mobilisation, membre de la Convergence socialiste et militant du PT. Condamné à 2 ans et demi de prison.

Vagner : Vagner Lino Alves, 33 ans, syndicaliste de Sao Bernardo, premier trésorier du Fonds de grève. Condamné à 2 ans et demi de prison.

Nelson : Nelson Campanholo, 39 ans, directeur « cassé » du syndicat, membre du PT. Condamné à 2 ans et demi de prison.

du moment qu'elle est au bénéfice du Parti des travailleurs (applaudissements).

La commission pro-CUT appelle à faire campagne

Dans sa réunion plénière qui s'est tenue le 31 janvier dernier à Brasilia, la Commission nationale pour la centrale unique des travailleurs, élue par la Conférence nationale des classes travailleuses (CONCLAT) en août 1981, a discuté de la question de la condamnation de Lula et des autres syndicalistes de l'ABC.

A partir d'une proposition de la syndicaliste Clara Ant, il a été décidé à l'unanimité d'envoyer des lettres aux centrales syndicales nationales et aux organisations démocratiques du monde entier pour demander que le procès des syndicalistes et son contenu antidémocratique soient rendus publics auprès des organisations affiliées, que ces organisations manifestent à l'occasion de la tenue du procès, probablement au mois de mars, et qu'elles envoient des représentants pour assister au procès ou pour participer aux manifestations qui se tiendront à cette occasion.

La Commission nationale pro-CUT transmet les mêmes appels aux organisations syndicales (syndicats, fédérations et confédérations) du pays, ajoutant qu'un badge sera imprimé pour être adopté par l'ensemble du mouvement syndical, sur des mots d'ordre exigeant : acquittement des syndicalistes de l'ABC, levée de la loi de Sécurité nationale, non à la condamnation de personnes impliquées dans l'affaire d'Acre (1).

Cet appel a une importance fondamentale en raison de la place qu'occupe la Commission pro-CUT dans le processus de construction d'une centrale syndicale indépendante. Et à celui-ci viennent s'ajouter d'autres motions approuvées dans les rencontres du PT au niveau de plusieurs Etats du pays, pour que le parti, au niveau national, engage toutes ses forces dans une campagne contre la condamnation de Lula et des autres syndicalistes de l'ABC.

Jorge Adamastor

(1) Il s'agit d'un autre procès, encore en cours d'instruction, qui, sur la base de la LSN, implique Lula, Jacó Bittar (secrétaire général du PT), ainsi que trois autres syndicalistes.



Sao Paulo, le 25 février. Les abords du tribunal militaire quadrillés par la police lors de la condamnation des dirigeants syndicaux.

La poudrière

En ce début d'année 1982, la révolution prolétarienne et les forces de la contre-révolution atteignent un niveau explosif de confrontation en Amérique centrale. Paniquée, affolée par la profondeur de la crise de domination impérialiste et par l'ampleur de la vague révolutionnaire, la contre-révolution impérialiste se dispose à une nouvelle escalade dans son dispositif meurtrier contre les forces des ouvriers, des paysans et des jeunes qui se lèvent pour leur liberté et leur droit à la vie.

L'incapacité de la junte militaire et démocrate-chrétienne du Salvador à écraser les masses et la guérilla, malgré l'appui chaque fois plus important de l'impérialisme américain, l'approfondissement de la révolution prolétarienne en cours au Nicaragua et l'émergence d'une situation de guerre civile quasi-généralisée au Guatemala, conduisent l'impérialisme américain à préparer les conditions de cette nouvelle escalade, afin de briser la montée révolutionnaire, y compris au prix de l'anéantissement du mouvement des masses.

AU Salvador, comme nous l'analysons dans ce numéro, sous le feu d'une répression sanglante, le mouvement des masses se réorganise et la guérilla massive, malgré des moyens matériels non modifiés, reprend l'initiative alors que la crise politique secoue la junte et les forces bourgeoises face aux élections de mars 1982.

Comme l'expliquait la résolution issue de la Conférence d'Amérique centrale organisée en juillet 1981 par la « IV^e Internationale (Comité international) » : « La force qui soutient la révolution au Salvador, c'est la révolution en cours au Nicaragua et la tendance à l'instauration d'une crise révolutionnaire d'ensemble dans l'isthme tout entier, que la révolution au Nicaragua a ouverte. La condition dont l'impérialisme a besoin pour écraser la révolution au Salvador et en Amérique centrale serait l'écrasement ou la défaite de la révolution nicaraguayenne. »

Nous examinons en page 11 comment les pressions et l'offensive de l'impérialisme américain et de la bourgeoisie du Nicaragua conduisent à une mobilisation des masses, à un approfondissement de la révolution, et nous analysons la crise des relations politiques entre la bourgeoisie et le FSLN qui en résulte.

La « Communauté démocratique centro-américaine »

C'est dans ce contexte que s'est constituée le 19 janvier dernier, à San-José-de-Costa Rica, la Communauté démocratique centro-américaine (CDCA) entre les gouvernements du Costa Rica, du Salvador et du Honduras.

Si la CDCA se propose de « stimuler l'aide économique à la région », son caractère a un objectif bien précis. Se référant directement au Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR) de Rio de Janeiro, le texte de cette « triple alliance » prévoit de recourir au mécanisme de défense conjointe prévu par le système juridique interaméricain. C'est-à-dire qu'à l'appel d'un des gouvernements de ces pays, l'impérialisme US pourra y intervenir militairement.

Les gouvernements des USA, de la Colombie et du Venezuela se sont engagés à venir en aide à n'importe lequel des membres de la CDCA en cas d'« agression ».

Quand on connaît l'intervention cet été des troupes d'élite salvadoriennes depuis le Honduras contre les révolutionnaires du Salvador et l'installation des « conseillers » américains à la frontière entre les deux pays (côté hondurien), quand on apprend qu'au moins un bataillon hondurien a pénétré au Salvador pour combattre les forces du FMLN dans la région de San Fernando, tandis que six cents soldats honduriens s'installaient dans la ville salvadorienne de Perquin, quand on sait qu'à partir du Honduras, les anciens membres de la Garde nationale de Somoza (environ 5 000 hommes) mènent une

action permanente contre les villages nicaraguayens de la frontière et qu'une tension continue est maintenue au Honduras sur des conflits frontaliers avec le Nicaragua, on comprend quel étau contre-révolutionnaire tente de resserrer l'impérialisme contre les masses du Salvador et du Nicaragua.

La farce électorale de mars 1982

L'une des conditions d'adhésion à la CDCA est de soutenir la farce électorale préparée pour mars 1982 par la junte militaire et démocrate-chrétienne du Salvador. Laisant la porte ouverte au Guatemala, cette clause vise à exclure le Nicaragua.

A juste titre, *Barricada*, organe du FSLN du Nicaragua, dénonce l'infâme triple alliance en expliquant : « Les intentions de ceux qui ont inspiré ce pacte sont nettes : isoler le Nicaragua et tenter d'étouffer le mouvement révolutionnaire salvadorien. »

La coordination militaire et politique de la contre-révolution que stimule l'administration Reagan fut sans nul doute l'un des principaux sujets de discussion lors de la réunion des 12 et 13 août 1981, dans la capitale du Honduras, Tegucigalpa, entre les 3 présidents Paz Garcia (Honduras), Napoleon Duarte (Salvador) et Lucas Garcia (Guatemala).

Le Monde du 30 août explique que « la gauche hondurienne affirme, pour sa part, que les trois chefs d'Etat se sont mis d'accord sur la création d'une force conjointe d'intervention rapide qui pourrait être utilisée aussi bien contre la révolution salvadorienne que contre la révolution nicaraguayenne en liaison avec les anciens gardes somozistes. »

Cette force d'intervention bénéficierait de l'appui total des Etats-Unis qui viennent de former dans le même esprit la brigade Atlacatl au Salvador (1) et ont considérablement augmenté dans les derniers mois leur aide militaire aux trois pays considérés. » Cette réunion fut sans nul doute un moment vers la conclusion de l'accord de la CDCA.

Le Costa Rica donnant sa caution « démocratique » à la triple alliance par la voix de son président d'alors, le démocrate-chrétien Rodrigo Carazo, dont l'élection fut en son temps saluée par Fidel Castro.

Nul doute que selon les plans de l'impérialisme US, la dictature militaire du Guatemala préalablement « légitimée », comme la junte du Salvador, par les prochaines élections présidentielles, devrait ensuite intégrer la sinistre alliance contre-révolutionnaire.

Mais, au Guatemala, pièce maîtresse jusqu'ici de l'ordre contre-révolutionnaire dans la région, dans un pays miné par la crise économique, la dictature militaire doit faire face à la pression croissante des forces révolutionnaires.

Nous étudions plus loin la crise qui secoue les cercles dirigeants particulièrement homogènes



jusqu'alors et les conditions qui s'ordonnent pour que les élections de mars 1982 sanctionnent l'isolement de l'Etat terroriste. De bastion contre-révolutionnaire, le Guatemala devient un foyer déterminant de l'offensive des masses.

« Un antidote contre le communisme international »

Au Honduras (2), dans son discours de prise de possession, le civil Roberto Suazo, représentant du Parti libéral et élu président de la République le 29 novembre 1981, après 18 ans de régime militaire presque ininterrompu, défendait l'aide militaire que les Etats-Unis prêtent « généreusement » à son pays, parce qu'il la considère comme « un antidote contre le communisme international ».

Le nouveau président manifestait ainsi bruyamment son accord avec le plan qui vise à faire de ce pays, à partir duquel se monta en 1954 l'opération contre-révolutionnaire contre Jacobo Arbenz au Guatemala, l'axe et le bastion de la contre-offensive impérialiste en Amérique centrale.

Mais en même temps, il apparaît que ce retour à un gouvernement civil est bien formel. L'armée, qui dispose, avec l'aide des USA, de la meilleure aviation de l'Amérique centrale, continue à peser de façon déterminante et reçoit aujourd'hui l'aide directe de 50 conseillers nord-américains.

Pourtant, le nouveau président hérite du lourd héritage de la gestion du régime militaire : une économie paralysée dans le pays le plus pauvre de l'isthme, où près de la moitié de la population active, est affectée par le chômage et le sous-emploi, et où les masses paysannes, la grande majorité de la population active continuent à être privées de terre.

Grèves et manifestations

Dans ce sens, si le Honduras n'est pas aujourd'hui un foyer essentiel de la montée révolutionnaire en Amérique centrale, il n'échappera pas aux conséquences des développements qui secouent l'ensemble de la zone. Depuis deux ans, les occupations sauvages des grands domaines se multiplient, et dans les villes de nombreuses grèves, démarrant la plupart du temps sur des revendications salariales, incluent dans leur développement des exigences telles que la nationalisation des entreprises multinationales et la réintégration de dirigeants syndicaux licenciés.

Et le 23 septembre dernier, 60 000 personnes défilaient dans les rues de la capitale du Honduras, Tegucigalpa, pour protester contre les enlèvements, les tortures et les assassinats réalisés par les forces répressives. Nul doute que tout engagement plus avant dans l'internationalisation contre-révolutionnaire tendrait tous les rapports sociaux et précipiterait la déstabilisation de ce pays. Déjà, au sein même de l'armée, se manifestent des désaccords sur ce point.

Par ailleurs, le Costa Rica, membre également de la récente CDCA, longtemps considéré comme une oasis de paix et de relative prospérité, subit de plein fouet les consé-

quences de la crise économique mondiale et des effets de la montée révolutionnaire en Amérique centrale, ce qui contribue à secouer durablement le régime parlementaire qui y subsiste.

Comme tous ces pays de l'isthme, qui dépendent principalement des exportations de coton, de café, de sucre et de bananes, le Costa Rica est victime de la baisse et des fluctuations des cours de ces produits.

L'inflation atteint 90 % l'an passé, la monnaie, le colon, a été dévaluée de 400 %, le chômage s'est multiplié par 4, et les salaires minimaux ont été augmentés de 28 %, alors que le prix des aliments de base, le riz et les haricots, a doublé. 60 % de la population salariée doit vivre avec un salaire de 800 F mensuels.

Un plan d'austérité

Parallèlement aux mesures de suspension du paiement des intérêts à plusieurs banques occidentales et d'un moratoire pour renégocier la dette extérieure de 3 000 millions de dollars, le gouvernement du démocrate-chrétien Carazo avait adopté un plan d'austérité qui avait vu le prolétariat de Costa Rica se mobiliser dans de grandes grèves et manifestations, au cours de ces derniers mois.

Certes, ce mouvement de fond a pu être canalisé dans le cadre d'un vote massif aux élections du 7 février pour les candidats au Parlement du Parti de libération nationale, parti bourgeois, et de son leader Luis Alberto Monge, vieux politicien bourgeois, comme président du Costa Rica.

Mais la progression, certes limitée, d'un candidat ouvrier, membre du PC, au nom de la coalition Pueblo Unido, et malgré un programme de type front populaire, et surtout ce vote écrasant en faveur du Parti de libération nationale (60 % des voix), lourd d'une mobilisation et d'un rejet total des plans d'austérité et de misère du précédent gouvernement démocrate-chrétien, dans le cadre de la polarisation politique au niveau de tout le sous-continent, sont des signes que pour le Costa Rica cette « oasis de paix » en est finie.

De là les hésitations du nouveau président qui devra entrer en fonction au début de mai prochain. Tout en affirmant son appui aux USA, et ayant éliminé de sa propagande électorale tous les vieux thèmes anti-impérialistes du PLN, Luis Alberto Monge s'était prononcé en faveur de la création de la CDCA.

A la veille de sa triomphale élection, il déclarait au quotidien madrilène *El País* : « Sur la déclaration de principe de la CDCA qui contient une défense de la démocratie, je suis d'accord. » Mais il ajoutait : « Il existe dans la déclaration de la CDCA un engagement à nous compromettre dans des conflits armés centro-américains, et cela est un attentat contre notre tradition. Nous n'avons pas d'armée et nous ne sommes pas disposés à en créer une. »

Un même processus révolutionnaire

Crises politiques de tous les régimes bourgeois en place, guerre civile des masses au Salvador et

commençant au Guatemala, révolution en cours au Nicaragua : la montée révolutionnaire se poursuit. C'est bien comme un seul processus objectif et d'ensemble qu'il faut l'envisager, celui d'une révolution prolétarienne contre l'impérialisme yankee, un processus révolutionnaire unique malgré un développement inégal.

C'est cette montée révolutionnaire qui est à l'origine des divisions des différents impérialismes et bourgeoisies nationales. De là le vote majoritaire à l'ONU, après la déclaration des gouvernements mexicain et français reconnaissant le FMLN et le FDR comme interlocuteurs valables, recommandant une négociation immédiate entre la junte et le FDR salvadorien. De là, les déclarations de congressistes démocrates aux USA contre la reprise de l'aide militaire à la junte salvadorienne.

Ces prises de position témoignent de la crainte qui saisit de nombreux secteurs de la bourgeoisie, de ce que toute l'escalade répressive contribue à accélérer et généraliser l'explosion révolutionnaire dans la poudrière centro-américaine.

En même temps, les progrès mêmes de la montée révolutionnaire font que l'on voit se concentrer les plus lourds dangers contre-révolutionnaires. Au compte de l'impérialisme US, combinant l'adoption d'un programme de coopération auquel participaient le Canada, le Venezuela et le Mexique afin de satisfaire les régimes amis et les entreprises nord-américaines, avec l'augmentation sans précédent de l'aide militaire, avec l'envoi de centaines de conseillers militaires, l'administration Reagan recherche l'écrasement militaire au Salvador et au Guatemala dont la logique est la perspective d'une agression contre le Nicaragua. La multiplication des manœuvres militaires et simulacres de débarquement sont des éléments qui doivent faire prendre au sérieux ces menaces.

La contre-révolution déclenchée en Pologne par la bureaucratie stalinienne ne peut que contribuer à créer les conditions politiques pour cette offensive.

Il est indispensable de dresser la solidarité internationale de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier mondial contre ces menaces. La IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ne peut être qu'au premier rang de cette lutte.

Jean Robles

(1) La Brigade Atlacatl a été constituée par l'impérialisme américain. Composée d'anciens gardes nationaux somozistes, de mercenaires émigrés cubains, de Salvatoriens de l'Ordre, de tueurs à gages d'autres pays latino-américains, elle est solidement encadrée par la CIA.

(2) L'histoire du Honduras se résume à une série de conflits d'intérêts entre les deux grandes sociétés nord-américaines dont les plantations occupaient les meilleures terres du pays, la Cuyamel finançant et contrôlant le Parti libéral, l'United Fruit, le Parti conservateur. Lorsqu'en 1933, l'United Fruit rachète la Cuyamel, commence l'ère du dictateur conservateur Tiberio Carías. Face aux menaces de déstabilisation après la révolution cubaine, l'armée s'emparera du pouvoir en 1963, pratiquant systématiquement une répression sélective contre le mouvement ouvrier.

GUATEMALA

La guerre civile

« Massacres, assassinats, tortures, disparitions, séquestrations arbitraires sont le lot quotidien de la population du Guatemala en état de guerre interne », affirmait le 23 octobre 1981 un rapport de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). Ce rapport dénonçait la complicité de la police, des forces armées et des groupes terroristes d'extrême-droite à l'origine de la violence. « Face à l'armée qui bénéficie d'une aide technique et matérielle des gouvernements américain et israélien, la population n'a aucun recours, toutes les libertés d'expression, d'association étant inexistantes. Le droit de grève interdit, la presse muselée. »

Le rapport signalait la découverte de nombreux charniers et de massacres qui touchent particulièrement les paysans et les Indiens. A Coya, en juillet 1981, femmes, enfants, vieillards, constituaient la majorité des centaines de cadavres, certains torturés et mutilés, assassinés froidement par les militaires. Aussi des Guatémaltèques, de plus en plus nombreux, tentent de fuir vers les pays voisins, notamment le Mexique, renonçant à tout et s'exposant à une mort certaine s'ils sont refoulés à la frontière.

Outre les assassinats d'avocats et de juristes (59 en 1980), de dirigeants syndicaux (80 en 1980), de journalistes (12 en 1980), la FIDH dénonce les enlèvements de prêtres, qui ont été contraints de constituer une Eglise guatémaltèque en exil.

L'ETAT de terreur est tel que la junte au pouvoir n'a pas eu besoin de prendre des mesures d'exception. La disparition forcée a été employée de façon systématique pour se débarrasser des opposants, notamment depuis l'accession au pouvoir du général Lucas Garcia en 1978, élu par 8,3 % de la population en âge de voter, avec 63,5 % d'abstentions.

Lors du seul premier trimestre 1981, 5 000 personnes sont mortes

l'opération contre le régime timide-ment nationaliste et réformateur de Jacobo Arbenz en 1954.

Le Guatemala a d'importantes ressources naturelles, mais leur exploitation par l'impérialisme a provoqué plus de pauvreté encore. Les mines de nickel du Nord-Ouest, aux ressources immenses, ont été brutalement fermées il y a un an, par suite des conflits d'intérêts entre les deux sociétés qui les exploitaient : l'International Nickel of

d'ailleurs, leurs désirs sont des ordres.

Le caractère de masse de la guérilla

Fidel Hernandez, un prêtre espagnol qui a travaillé pendant 20 ans dans le nord du Guatemala, racontait au journal madrilène *El Pais*, le 31 janvier dernier, comment le gouvernement du général Laugerud Garcia, après avoir fait défricher des milliers d'hectares par les communautés d'Indiens chassées de leurs terres par l'oligarchie terrienne avide de pâturages pour ses immenses troupeaux de bovins, et auxquelles il avait promis les titres de propriété s'ils cultivaient la terre pendant dix ans, organisa à partir de 1976 l'assassinat systématique des leaders paysans comme forme de pression pour que les indigènes abandonnent les terres qu'ils occupent.

« Kjell Laugerud avait promis ces terres aux multinationales du pétrole et du nickel et ne pouvait donner de titres de propriété aux paysans. Pour cela, il ne pouvait permettre que personne ne demeure au même endroit pendant dix ans. »

Le récit de Fidel Hernandez est une bonne explication pour comprendre le caractère de masse qu'a aujourd'hui la guérilla au Guatemala, en particulier parmi la population indienne qui représente 65 % de l'ensemble de la population.

Panzos pour revendiquer ses droits sur les terres qu'ils ont travaillées. C'est la zone où se trouvent les domaines des généraux guatémaltèques.

Ils appelèrent la municipalité pour dialoguer. L'armée, tapie sur les toits, les attendait. Il a suffi d'un geste défensif d'un vieillard qu'un soldat était en train de provoquer pour qu'ils commencent à tirer. On reconnut 119 cadavres. D'autres moururent noyés dans la rivière ou dans leur maison à la suite des blessures par balles. »

Puis, c'est la suite ininterrompue de protestations semblables d'autres communautés : « Enfin, en décembre 1979, cent paysans du Quiché descendent dans la capitale, toujours avec l'espoir que la justice est possible. Après avoir déambulé pendant des semaines à travers les organismes officiels, harcelés par la police, sans autre appui que celui des organisations populaires, ils décident qu'un groupe occupera l'ambassade d'Espagne. »

Comme on le sait, le 31 janvier 1980, le gouvernement Romeo Lucas ordonna l'assaut de l'ambassade. Tous périrent. Un paysan rescapé sera enlevé sur son lit d'hôpital et assassiné par un commando de 20 tueurs armés. L'ambassadeur d'Espagne, Maximo Cajal, rescapé lui aussi, ne devra son salut qu'à sa fuite dans une autre ambassade.

Huit jours après le massacre de l'ambassade, et après les funérailles auxquelles participèrent des dizaines de milliers de personnes, vingt groupes ethniques du Guatemala se réunissaient dans leur ville sacrée d'Iximché et déclaraient la guerre au gouvernement.

La chute de Somoza : un immense facteur de radicalisation

Comme l'expliquait la résolution de la conférence centro-américaine de juillet dernier : « Les luttes les plus élémentaires sur les revendications les plus minimales tendent à être contrées par les méthodes les plus violentes de la part des organes de la force publique, des armées, des appareils de sécurité, des corps paramilitaires et des bandes fascistes. »

Ainsi, dès le départ, le problème de l'armement se trouve posé : l'autodéfense armée et la guerre de guérilla (...). Les mouvements actuels ne sont pas non plus l'expression d'un phénomène surgi simplement de la radicalisation de la petite bourgeoisie, comme dans le cas de la précédente guérilla foquiste.

Il est certain que, d'une manière générale, leurs cadres dirigeants proviennent de ces secteurs, mais les guérillas actuelles font partie d'un processus objectif et sont une nécessité de la lutte des classes. L'autre aspect du problème réside dans le programme de front populaire, les conceptions stratégiques et les méthodes que ces directions guérilléristes appliquent et dont, comme nous l'avons déjà dit, nous nous différencions clairement. »

La chute de Somoza a joué ici comme un facteur de radicalisation immense : malgré sa force brutale, la dictature n'est pas invincible, ce qui a pu être obtenu au Nicaragua peut l'être ailleurs.

Renouant avec sa longue tradition de luttes contre l'opresseur et contre l'oligarchie et l'impérialisme, liée à un patient travail d'accumulation de forces,

s'appuyant sur un mouvement ouvrier qui, dans la clandestinité, a pu donner des manifestations éclatantes de sa combativité et de sa capacité organisationnelle, comme la marche des mineurs de Ixtahuacan en 1977 jusqu'à la capitale, la grève des ouvriers des usines Coca-Cola, la grève des ouvriers boulangers, des mineurs d'Oxec (mines de cuivre), celle des ouvriers du barrage hydro-électrique de Chicay, etc., la lutte révolutionnaire a opéré un extraordinaire bond en avant au cours de la dernière année.

Un climat de guerre civile

Pas à pas, cette montée s'est dirigée autour des réseaux de la centrale syndicale clandestine reconstituée, le CNUS (Comité national d'unité syndicale - 1977), du Comité d'unité paysanne en 1978, du Front démocratique contre la répression (FDCR, en 1979), des organisations populaires de masse regroupées en 1981 dans le Front populaire 31 janvier (FP 31 janvier), et enfin dans le caractère massif des guérillas organisées à partir du milieu des années 1970 pour l'Armée guérillera des pauvres (EGP) et pour l'Organisation du peuple en armes (ORPA), comme héritières de celles des années 1960 pour les Forces armées rebelles (FAR) et autour de la fraction majoritaire du Parti guatémaltèque du travail, PGT, le parti stalinien au Guatemala (1).

Aujourd'hui, 24 heures après que ces 4 organisations armées viennent d'annoncer, dans un tract largement diffusé dans la capitale, leur fusion sous le nom d'Unité révolutionnaire nationale du Guatemala (URNG), la ville de Guatemala, la capitale, vivait sans lumière avec trois centrales de radio occupées par les rebelles, avec des coups de feu tirés dans divers endroits, un climat de virtuelle guerre civile.

De fait, c'est à une véritable généralisation de la lutte révolutionnaire à laquelle on assiste. Selon l'aveu des militaires eux-mêmes, dix-neuf des vingt-deux départements du pays sont touchés à des degrés divers par les activités de guérilla. Dans certaines régions, on peut parler sans exagérer de guerre civile (2).

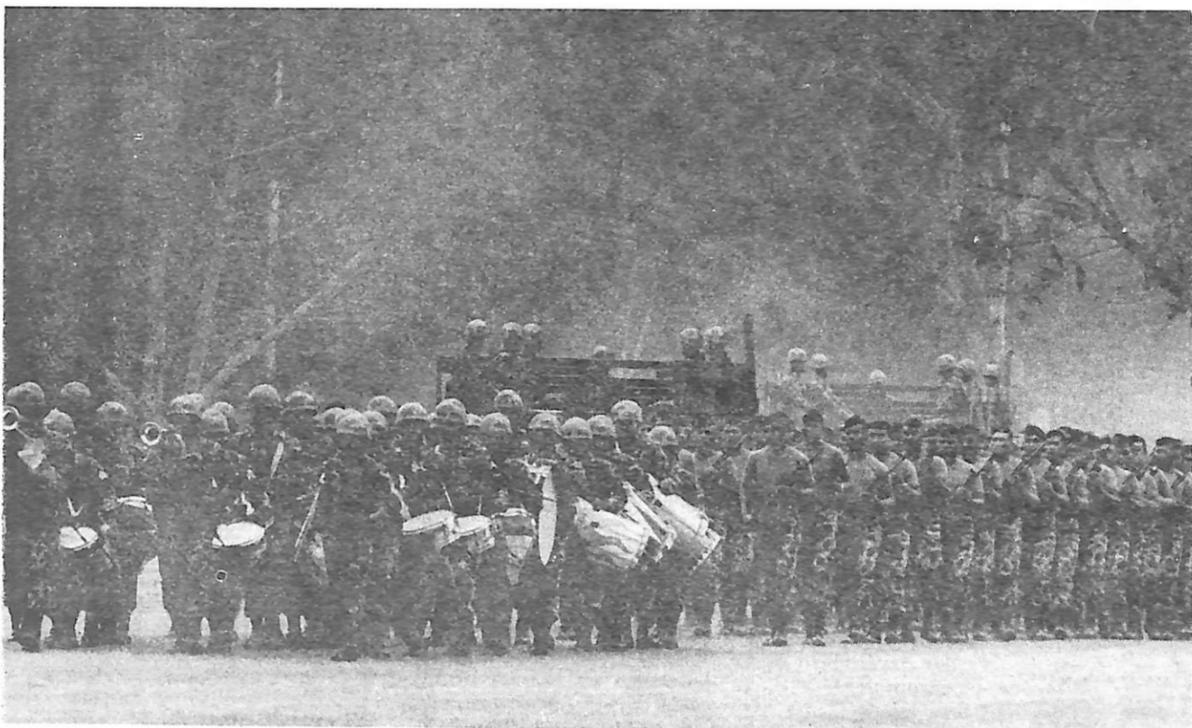
La farce électorale du 8 mars

La dictature militaire, l'armée, répondent à cette situation par le déchaînement aveugle de la répression, une armée entraînée par l'impérialisme pour être le fer de lance de la contre-révolution dans la région, mais aujourd'hui fixée sur son propre terrain par la montée révolutionnaire.

C'est dans ce contexte que doivent se dérouler le 8 mars prochain les « élections » présidentielles. A la lutte révolutionnaire se combine la crise économique. L'économie guatémaltèque, qui dépend essentiellement de l'exportation de matières premières agricoles, voit la dislocation du Marché commun centro-américain s'ajouter à la baisse des cours de ces derniers.

Le taux de croissance passe de 6 % dans les années 1970 à 3 % en 1980, et 1 % en 1981. Signe du malaise ambiant, la fuite des capitaux s'amplifie en une seule semaine en septembre 1981 : 119 millions de dollars ont pris le chemin de l'étranger.

Relativement unie face à la crise révolutionnaire, l'oligarchie dominante se divise face à la crise économique. Quatre candidats se disputent la présidence. Le général Anibal Guevarra, actuellement ministre



L'armée guatémaltèque.

et 1 500 ont disparu, selon des estimations de la presse locale bien en dessous de la réalité. Une moyenne de 30 à 60 assassinats quotidiens. 26 années de dictature militaire ont fait plus de 50 000 morts, concluait le rapport de la commission de la FIDH.

Telle est la sinistre réalité de la dictature militaire qui organise le 8 mars prochain une nouvelle farce électorale, pour tenter de légitimer un gouvernement qui ne se maintient au pouvoir que grâce à l'armée (et à l'assistance nord-américaine, israélienne, et plus récemment argentine et chilienne).

Une dépendance étroite par rapport aux trusts américains

Sous la dépendance économique et politique étroite des Etats-Unis, la dictature militaire guatémaltèque est l'héritière de ceux qui montèrent, sous les ordres de la CIA,

Canada et la Hanna Mining of Cleveland.

L'oligarchie terrienne (café, bananes, coton, cacao, tabac) et les nouvelles couches industrielles liées à l'exploitation des richesses minières (nickel, pétrole) ont cédé à l'armée, la plus moderne et la plus puissante d'Amérique centrale, le soin de gérer les affaires de l'Etat, et dépendent étroitement des trusts, américains surtout, qui, comme le trust Del Monte a pris la succession de la United Fruit Company sur les terres les plus riches du Guatemala, ou comme la Standard Oil of New Jersey, la Standard Oil of California, la Standard Oil of Ohio, la Getty Oil, la Texas Amoco, qui commandent l'exploitation des réserves pétrolières énormes en fonction des fluctuations de leur politique internationale. Ces dernières considèrent le Guatemala comme leur dépendance économique, comme une sorte de colonie :

Les généraux au pouvoir profitent de leur contrôle de l'appareil d'Etat pour intégrer les classes possédantes. « Le général Romeo Lucas, aujourd'hui président du Guatemala et à cette époque ministre de la Défense de Laugerud, se rendit propriétaire de plus de 25 000 hectares dans le Haut-Verapaz, par le même système, employant pour déplacer les indigènes des camions de l'armée. Quand cela ne suffisait pas, ils les assassinaient simplement. »

Le massacre de l'ambassade d'Espagne

La montée au pouvoir de Romeo Lucas en 1978 a été précédée, quelques jours auparavant, par le massacre de Panzos. « Les responsables paysans ne protestent plus en solitaires, car on les tuerait. Tout le village de San Pablo Baldio, vieillards, femmes et enfants, se déplace à

de la Défense, est le candidat de la camarilla qui contrôle le pouvoir. Elle est liée au groupe économique de Romeo Lucas, car les équipes militaires qui se succèdent au pouvoir en profitent pour susciter par des méthodes de gangsters (3) des groupes bénéficiant des prébendes de l'appareil d'Etat.

Ansueto Viellman est le candidat du groupe constitué par le général Arana, président de la République en 1970. Soutenu par certains propriétaires terriens et par la bourgeoisie industrielle et commerciale, il semble avoir la préférence des Américains qui voudraient un civil pour mieux « légitimer » l'Etat terroriste.

Mario Sandoval Alarcon a les faveurs des propriétaires terriens. Il dirige une milice de type fasciste d'environ 3 000 hommes armés.

Enfin, Maldonado Aguirre semble être le candidat de la moyenne bourgeoisie affolée par le cours des événements. Mais en fait, il n'y a pas de véritable parti au Guatemala. En dehors du parti d'extrême-droite de Sandoval Alarcon, le Mouvement de libération nationale (MLN), tout le reste ne sont que des camarillas.

Inquiète de la politique de Carter « pour les droits de l'homme », la dictature a éliminé physiquement les principaux dirigeants du Parti démocrate-chrétien et du Front uni révolutionnaire, les seuls qui auraient pu mobiliser une partie de la petite bourgeoisie autour de ces élections.

La fraude traditionnelle qui préside à ces élections a contribué à conduire aux 63 % d'abstentions de 1978. Or, aujourd'hui, l'ensemble des forces ouvrières, populaires, des forces organisées dans la guérilla, appellent à l'abstention, avec une influence de masse décuplée.

Ici également, la dictature a toutes les chances de se retrouver le 8 mars toute nue face aux masses en lutte. La farce électorale peut se retourner contre ceux qui l'ont organisée, approfondir les divergences des forces contre-révolutionnaires (4) et décupler l'élan révolutionnaire. En moins de trois ans, le Guatemala est bien devenu un foyer important de la situation révolutionnaire qui tend à gagner l'ensemble de l'Amérique centrale.

(1) PTG : c'est le parti stalinien du Guatemala. En 1966, il appela à voter pour Mendez Montenegro, qualifié par lui de « démocrate notoire », décision prise non seulement au nom du Parti communiste mais aussi au nom des forces armées rebelles, ce qui provoqua une rupture. A peine entré en fonctions, Montenegro devait déclencher une bestiale répression contre la guérilla de Yon Sosa, le MR 13, contre les FAR et contre le PC lui-même. Aujourd'hui, le PTG est divisé en plusieurs fractions dont l'aile majoritaire a formé des groupes armés de guérilla.

(2) « Le Guatemala est aujourd'hui, sur le plan des activités de la guérilla et de la "subversion", là où en était le Salvador voici un an », estime un diplomate de la région centro-américaine, selon une dépêche de l'AFP du 24 août. Dans les départements du nord-ouest (Quiché, Huehuetenango-Marcos) à population indienne et dense, les forces de l'EGP et de l'ORPA ont un caractère massif, 500 guérilleros occupaient la ville de Chichicastenango.

Dans la région de Peten, au nord, les FAR ont d'importants noyaux. Dans les plaines côtières du sud, où travaille un prolétariat agricole, les structures d'autodéfense se sont multipliées.

(3) Un exemple clair est le suivant : à la fin de 1978, le gouvernement promulgua un décret déclarant la production de ciment comme une « urgence nationale ». Par là, il obligeait la compagnie productrice de ciment à le vendre à l'Etat à bas prix. Cité par le *Servicio Informativo* n° 1 de Alai.

(4) Il y a sept mois, un groupe d'officiers guatémaltèques manifestait leur opposition à Romeo Lucas Garcia dans une interview à une revue mexicaine.

NICARAGUA

Rompre avec la bourgeoisie

Le Washington Post vient de révéler, en ce début de février 1982, l'existence d'un plan général de l'administration Carter « destiné à renforcer la présence en Amérique centrale et dans les Caraïbes ». Les grandes lignes de ce plan auraient été mises au point par le Conseil de sécurité.

L'un des objectifs centraux de ce plan « contre la subversion en Amérique centrale » est celui de « combattre le régime sandiniste afin d'empêcher le Nicaragua de devenir un nouveau Cuba ».

C'EST en effet une offensive multiforme qui se déchaîne contre la révolution qui a jeté à bas la sanglante dictature de Somoza et ouvert la voie à la satisfaction des aspirations des masses ouvrières et paysannes : offensive interne, par la campagne d'opposition de la bourgeoisie autour de l'agitation du quotidien *La Prensa* dirigée politiquement par le MDN (parti d'Alfonso Robelo, ex-membre de la junte sandiniste) et par le COSEP (Conseil supérieur de l'entreprise privée), appuyée aujourd'hui par la hiérarchie catholique autour de l'évêque de Managua, Mgr Obando y Brano.

Offensive externe également par la suspension d'une grande partie de l'aide économique que recevait le Nicaragua et l'intense propagande et pression diplomatique accusant « le bellicisme et le militarisme du Nicaragua, son régime dictatorial bafouant les droits de l'homme ».

En août dernier, M. Enders, (secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires américaines) a rendu visite aux dirigeants sandinistes afin de poursuivre la pression pour obtenir un accord contre-révolutionnaire global pour le Salvador et l'ensemble de l'Amérique centrale. Dans le même temps, le secrétaire d'Etat américain, Alexander Haig, refusait de démentir l'information selon laquelle les USA envisageaient des mesures militaires contre le Nicaragua, accusé d'encourager la rébellion armée au Salvador. L'impérialisme US suscite, comme nous l'avons vu, la constitution de la CDCA afin d'isoler le Nicaragua.

Les mercenaires entraînés sur les côtes de la Floride, ainsi que les troupes américaines au Panama sont encouragés à répéter leurs raids meurtriers à partir du Honduras (on enregistre déjà des dizaines de morts parmi les miliciens nicaraguayens), tandis qu'au Honduras, l'armée réalise des incursions en territoire nicaraguayen et simule avec l'armée américaine des préparatifs de débarquement sur les côtes jouxtant celles du Nicaragua.

Une ébauche d'actions plus sérieuses

Certes, ce harcèlement meurtrier, dans le cas de mercenaires somozis-

tes, n'est pour l'instant qu'une ébauche d'actions plus sérieuses, mais s'intègre à l'ensemble des pressions de l'impérialisme.

Ainsi, le 21 octobre 1981, le Sénat américain approuvait à l'unanimité un amendement à la loi d'aide à l'étranger requérant que la plus grande partie de l'aide au Nicaragua soit destinée uniquement à l'assistance au secteur privé « qui s'efforce, précisait-il, de maintenir une économie et le pluralisme politique ».

Et la Banque interaméricaine de développement (BID) suspendait un prêt de 30 millions de dollars qui devaient être destinés à reconstruire la flotte de pêche dévastée du Nicaragua.

Mais l'ensemble des éléments de cette campagne agressive de l'impérialisme a provoqué une grande mobilisation des paysans, ouvriers et jeunes du Nicaragua. Ainsi, alors que, le 8 novembre, le gouvernement nicaraguayen déclenchait l'état d'alerte de l'armée « en raison des menaces d'actions militaires que les Etats-Unis font peser sur le pays », pendant une semaine, début octobre 1981, des dizaines de milliers de manifestants se sont regroupés autour des usines, des quartiers, des villages, pour se concentrer en une immense manifestation sur la Place de la révolution, à Managua, le 13 octobre.

Aujourd'hui, plus de 200 000 personnes composent les milices populaires et les bataillons de réserve des milices. Les heures de participation aux exercices militaires des milices sont payées, ce qui provoque parfois de durs affrontements avec certains patrons qui s'y opposent.

L'offensive de la bourgeoisie

Les menaces croissantes de contre-révolution et la nécessité de résister à la pression des Etats-Unis amènent le FSLN à créer et à encourager les milices, même s'il cherche à les contrôler par le biais de l'armée et à éviter qu'elles n'acquiescent une autonomie.

L'offensive interne de la bourgeoisie est aussi violente que celle de l'impérialisme US. Le gouverne-

Les mesures annoncées le 19 juillet 1981

- nationalisation des exportations des produits non traditionnels (café, rhum, eau de vie).
- nationalisation de la distribution du sucre dans le pays.
- financement de troupeaux bovins (pour le lait et la viande) sur 5 ans, cela permet de reconstituer le cheptel, évacué au Honduras par les grands propriétaires terriens.
- confiscation et nationalisation de 15 entreprises décapitalisées.
- confiscation des biens et immeubles des personnes qui n'ont pas réapparu au Nicaragua depuis 6 mois et qui n'ont pas donné de motif à leur départ.
- 100 000 personnes dans le besoin vont devenir propriétaires de leur logement.
- promulgation de la loi de réforme agraire et décret sur les coopératives agricoles.

Loi sur la réforme agraire

- La loi décide l'expropriation des terres suivantes :
- les terres abandonnées par leurs propriétaires partis depuis plus de six mois.
 - les terres exploitées en métayage, au-dessus de 50 manzanas dans la zone pacifique, de 100 dans le reste du pays.
 - les terres non utilisées, mal exploitées ou données en fermage, au dessus de 500 manzanas dans la zone pacifique et de 1 000 dans le reste du pays.

Ces terres seront données d'abord à des paysans sans terre, à des coopératives, en dernier lieu à des fermes d'Etat. Des titres de réforme agraire seront distribués garantissant l'usufruit des terres, leur transmission aux héritiers, mais interdisant leur vente. En contrepartie, les occupations de terres sont désormais interdites.

Des conseils nationaux et régionaux de la réforme agraire déterminent les terres expropriées ; ils sont formés de membres de l'INRA et des syndicats paysans. Les décisions pourront faire l'objet d'appels auprès d'un tribunal de la réforme agraire. La loi empêche de démembrer des propriétés pour former des parcelles d'une taille inférieure à la surface nécessaire pour faire vivre une famille paysanne. La loi de réforme agraire a été approuvée par le Conseil d'Etat le 23 juillet.

L'INRA estime à 100 000 le nombre des paysans sans terre qui recevront des terres dans le cadre de la loi. Il faut rappeler que l'administration évalue à 335 000 la population active agricole, parmi laquelle 64 000 ouvriers agricoles sont employés dans les fermes d'Etat.

J. R.

ment sandiniste a laissé dans les mains du secteur privé les terres et les entreprises qui produisent 80 % du secteur agricole, 75 % du secteur industriel et 45 % des services (*Données du programme de relancement économique*, ministère de la Planification, Managua, 1980, p. 31).

« Si nous voulions leur démontrer (aux patrons du COSEP) combien sont populaires les idées du sandinisme, de la révolution, il suffisait de dire aux ouvriers et aux paysans "A partir d'aujourd'hui, toutes les usines et tous les grands domaines de ce pays sont à vous, faites-les produire. Et vous savez produire avec vos mains, avec votre expérience et avec votre ferveur politique"... », a déclaré le dirigeant sandiniste Jaime Weelock.

Mais, ajoutait-il, « ce n'était pas la position d'un dirigeant révolutionnaire, qui doit comprendre les choses de la patrie par-delà les drapeaux et l'esprit de parti. Et nous sommes capables de sacrifier notre popularité, si dans cette popularité se sacrifient les problèmes d'aujourd'hui pour exalter le futur de la nation de demain. »

Les déclarations d'Ortega

Les patrons « patriotes », les Robelo et Chamorro, ont su exploiter les concessions faites pour tenter de déstabiliser le gouvernement et reprendre l'offensive contre les masses : c'est Daniel Ortega, le coordinateur de la junte gouvernementale, remaniée en mars 1981 pour y faire peser plus le poids du FSLN, qui expliquait lui-même, le 19 juillet 1981, lors du 2^e anniversaire de la chute de Somoza :

« Il y a l'attitude négative des entrepreneurs non patriotiques, ceux qui ont décapitalisé (autrement dit saboté) les usines et les exploitations, qui avaient investi en 1978, sous Somoza, 1 260 millions de cordobas (10 cordobas = 1 dollar), et arrivent seulement à investir 589 millions de cordobas aujourd'hui... »

Ce sont les mêmes qui veulent mettre comme condition à leur devoir de produire l'obtention de concessions politiques et idéologiques de la part du processus révolutionnaire. »

Daniel Ortega fait référence aux diverses campagnes politiques menées par la bourgeoisie autour du journal *La Prensa* et à un phénomène important qui a vu une grande partie de la bourgeoisie quitter le Nicaragua et s'installer à l'étranger en emportant son capital, son bétail, en sabotant l'économie...

La classe ouvrière et la paysannerie ont répondu spontanément à cette offensive de sabotage en multipliant les occupations d'usines et des grands domaines.

En réponse aux actions déjà engagées par les travailleurs de plusieurs entreprises, Daniel Ortega devait annoncer, devant l'immense foule réunie le 19 juillet pour célébrer l'anniversaire de la victoire, la loi de « décapitalisation », qui permet la confiscation des biens d'un patron qui sabote l'entreprise et plus particulièrement la confiscation immédiate de quinze entreprises.

Ovationné par la foule, il devait annoncer ensuite la loi de confiscation des biens des patrons qui ont plus de six mois d'absence du territoire du Nicaragua. Vingt-neuf capitalistes devaient immédiatement faire les frais de cette décision. Ortega poursuivait que seraient également expropriés les biens des patrons ayant commis des actes « contre-révolutionnaires ».

Enfin, présentant l'ensemble de ces mesures (voir l'encadré) comme destinées à augmenter la production, il annonçait la présentation d'une loi de réforme agraire qui prévoit l'expropriation des terres abandonnées par leurs propriétaires depuis au moins 6 mois, ainsi qu'un décret sur les coopératives agricoles tendant à enlever à la bourgeoisie un moyen qu'elle utilisait pour manipuler certains secteurs de la moyenne paysannerie. Certes, les quinze entreprises immédiatement confisquées ne sont pas des entreprises décisives.

Canaliser l'activité des masses

En même temps, Ortega dénonçait les arrêts de travail, les grèves, les occupations d'usines, l'indiscipline dans le travail.

(suite page 16)

Les lois d'urgence économique et sociale

- 1) La junte de gouvernement de reconstruction nationale considérant :
 - que la situation économique du Nicaragua nécessite un climat d'ordre et de stabilité interne favorisant l'effort pour la production et le travail ;
 - que le maintien et la consolidation de la paix sociale est une obligation primordiale pour garantir le modèle d'économie mixte et le pluralisme politique.

La JGRN décrète donc que seront punis d'une peine de 1 an à 3 ans de prison :

- ceux qui provoqueront la suspension concertée des transports privés ou publics.
- ceux qui détruiront le matériel de production agricole ou industrielle, les infrastructures et qui causeront un préjudice à la richesse du pays.
- ceux qui répandront de fausses nouvelles.
- ceux qui saboteront les centres de commerce.
- ceux qui déclencheront ou participeront à une grève ou à une invasion de terres, en contradiction avec les dispositions de la loi sur la réforme agraire.
- ceux qui inciteront les gouvernements étrangers à réaliser des opérations qui causeront du tort à l'économie nationale.

- 2) Le gouvernement du Nicaragua décrète la fixation d'un nouveau taux d'imposition pour le marché d'articles importés. Cette mesure affecte spécialement les articles de luxe (pierres précieuses, vaisselle rare, etc.).

- 3) La junte de gouvernement contrôle à partir d'aujourd'hui les achats et les ventes de devises, auparavant librement négociées au marché parallèle par les « coyotes ».

- 4) La junte décrète la réduction du budget du pays, et réduit entre autres de 5 % les dépenses publiques (notamment en diminuant les frais occasionnés par la lourdeur de la bureaucratie d'Etat), et de 10 % les aides de toutes sortes.

J. R.

(suite de la page 15)

Le communiqué du ministère du Travail précisait : « A partir du 19 juillet 1981 sont interdits les arrêts de travail, les grèves et les occupations de terres et d'usines. Le ministère du Travail sera inflexible avec les travailleurs qui violent ces consignes des dirigeants de la révolution, car la dénonciation d'une supposée décapitalisation d'une entreprise n'autorise pas les travailleurs à l'occuper ni à empêcher l'entrée de ses administrateurs. Il faut utiliser les moyens réguliers devant le ministère de la Justice pour que celui-ci fasse une enquête objective... »

En fait, Ortega, représentant et coordinateur de la junte, manifestait ainsi la volonté de la direction sandiniste de canaliser l'activité des masses, de la contrôler, d'éviter que la classe ouvrière et les paysans ne s'engouffrent dans la brèche ouverte pour exproprier la bourgeoisie, cela afin d'éviter une rupture complète et ouverte avec la bourgeoisie.

Mais, pris entre l'offensive contre-révolutionnaire de l'impérialisme et de la bourgeoisie et la pression des masses, il était amené à faire des pas vers l'expropriation qu'il n'avait pas voulu dans son programme.

La bourgeoisie dénonce les mesures du 19 juillet

En effet, c'était d'autres pas qu'attendait la bourgeoisie. Par la voix de Dreyfus (président du COSEP), elle dénonçait immédiatement les mesures du 19 juillet, tout en saluant au passage les attaques contre les grèves et les occupations.

En particulier, elle s'élevait contre les mesures visant l'expropriation des personnes caractérisées comme « contre-révolutionnaires » et des patrons ayant quitté le Nicaragua.

Surtout, elle considérait ces mesures comme une rupture du pacte établi fin juin entre le FSLN avec les organisations ouvrières et populaires, et l'opposition formée par des partis bourgeois et centrales syndicales corporatistes, dans le cadre de discussions menées pendant le « Forum de discussion des problèmes nationaux ».

Cet organisme, réuni au mois de juin 1981, à la demande du FSLN, représentait en effet la tentative de la part de ce dernier de rétablir le dialogue avec la bourgeoisie après la démission du COSEP et du Conseil d'Etat (novembre 1980) et le boycott au meeting du MDN (mars 1981).

L'opposition bourgeoise se saisissait de cette tribune pour amplifier ses critiques contre l'activité des masses, contre les milices populaires, contre l'incurie du gouvernement.

Après les mesures du 19 juillet, en effet, le « Forum de discussion des problèmes nationaux » allait disparaître. Et la bourgeoisie poursuivait son offensive. Elle allait, en particulier, armée de la loi d'« amparo » (loi de protection) de la propriété capitaliste, mener pied à pied une bataille juridique contre les mesures de confiscation (annulant la confiscation des terres de deux propriétaires fonciers absents du Nicaragua).

C'est alors que, le 6 septembre, le gouvernement annonçait des « lois d'urgence économique et sociale » (voir notre encadré). C'est au nom de ces lois que le gouvernement allait arrêter et condamner à 7 mois de prison le président du COSEP, Enrique Dreyfus et 2 autres membres du COSEP, Benjamin Lanza (président de la chambre de la construction) et Alejandro Bolanos (président de la chambre d'industries) reconnus responsables de la publication d'un manifeste dans lequel ils accusent le gouvernement sandi-

niste de préparer un « nouveau génocide », d'avoir perverti l'orientation initiale du gouvernement vers une « ligne idéologique marxiste-léniniste » et d'avoir causé la ruine de l'économie.

Dans le même temps, il arrêtait également 24 militants du PCN (1) et de la Centrale d'action et d'unité syndicale (CAUS), qu'il influence. Il a dû pour cela lever l'impunité parlementaire de quatre d'entre eux qui étaient membres du Conseil d'Etat. Le juge qui condamna le secrétaire général du PCN, Eli Altamirano, à 3 ans de prison, lui reprocha d'avoir encouragé des grèves et assuré la publication d'un journal en infraction avec la loi, dans lequel il est affirmé que le gouvernement a dévoyé le processus révolutionnaire dans une option capitaliste, et où il est demandé l'instauration d'un « gouvernement des travailleurs et des paysans ».

La seule issue favorable aux masses

Indépendamment des accords ou désaccords que nous pouvons avoir avec ces militants ouvriers du PCN et du CAUS, qui bien évidemment ne sont pas trotskystes, au contraire de ce qu'a expliqué L'Humanité, journal du parti stalinien français, il est évident que leur arrestation doit être condamnée. Elle ne peut que faciliter les manœuvres politiques de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

La découverte d'un complot contre des dirigeants sandinistes et des objectifs économiques clés, avec la participation d'agents secrets du Venezuela et d'Argentine, en janvier 1982, l'intervention de l'aviation nicaraguayenne contre la dernière incursion de commandos contre-révolutionnaires à la frontière du Honduras, la manifestation organisée par les partis bourgeois et le quotidien *La Prensa*, le 10 janvier, pour célébrer l'anniversaire de l'assassinat de Chamorro, fondateur du journal, par les hommes de main de Somoza, bien que minoritaires, sont des faits qui donnent une idée des tensions qui s'accroissent au Nicaragua.

Alors que la seule issue favorable aux masses est d'avancer vers un gouvernement ouvrier et paysan, qui exproprie la bourgeoisie, nul doute que la tentative désespérée de préserver la politique d'union nationale avec la bourgeoisie au prix de la répression contre le mouvement ouvrier et la défense par le FSLN de la contre-révolution stalinienne qui s'abat sur les travailleurs polonais, vont au contraire à l'encontre des intérêts du peuple travailleur et renforcent la pression impérialiste contre le FSLN lui-même.

Pour nous, la défense inconditionnelle de la révolution nicaraguayenne pour l'arrêt immédiat des agressions contre le Nicaragua est une position d'une extrême importance, qui fait partie de toute l'activité de la IV^e Internationale et de ses sections dont la construction aussi est une nécessité au Nicaragua. Comme la lutte pour la défense de la révolution salvadorienne, elle s'intègre à notre devoir internationaliste. Avec la défense de la révolution polonaise, elle est une tâche urgente.

Jean Robles,
Luis Favre,
17 février 1982

(1) PCN : produit d'une scission du Parti communiste nicaraguayen, l'autre fraction étant le PSN (Parti socialiste nicaraguayen). Le PCN et ses dirigeants emprisonnés viennent d'apporter leur soutien à la proclamation de l'état de siège en Pologne.

SALVADOR

Le FMLN appelle au boycott de la farce électorale



Réunion des différents partis bourgeois en novembre 1981, pour établir les « règles » du déroulement des « élections » de mars 1982.

« Si la consultation électorale a lieu dans des conditions satisfaisantes, le pays sera alors doté d'un gouvernement représentatif, l'aide économique pourra augmenter et la guérilla sera réduite au niveau d'une bande de hors-la-loi », c'est ce que déclare Ken Bleakeley, premier conseiller de l'ambassade des Etats-Unis au Salvador, en se référant aux élections organisées par la junte assassine du Salvador pour une « Assemblée constituante » le 28 mars prochain.

Et le conseiller américain ajoute : « Un gouvernement élu n'a pas le droit de céder le pouvoir qu'il a reçu du suffrage universel ».

« Autrement dit, aucune négociation ne sera plus possible », commente l'envoyé spécial du Monde le 29 janvier 1982. Une fois réalisée la farce électorale, l'offensive répressive pourra monter quelques degrés de plus dans l'escalade, pour écraser dans le sang les masses salvadoriennes. C'est aujourd'hui le plan de l'administration Reagan.

EN attendant, et pour pouvoir mener à bien cette opération, Reagan monte d'un cran l'appui et l'engagement de l'impérialisme US dans le génocide organisé par la junte militaire et démo-chrétienne. « Les droits de l'homme sont mieux respectés au Salvador », ose-t-il signer le 28 janvier, pour obtenir du Congrès américain la permission de fournir à la junte l'aide économique de 40 millions de dollars et l'assistance militaire de 25 millions de dollars prévues dans le budget américain en cours et donc immédiatement disponibles.

Dans le même temps, le *Washington Post* et le *New-York Times* dénoncent le massacre de 1 000 paysans, femmes, enfants et vieillards, fin décembre 1981, par l'armée salvadorienne dans le Morazan, au nord du Salvador.

« Le gouvernement salvadorien fait un effort significatif pour respecter les droits de l'homme », signe-t-il alors que plusieurs organismes humanitaires dénoncent les 30 000 personnes tuées en deux ans d'« activité » de la junte, conduite par le démocrate chrétien Napoleón Duarte, et l'exil de 500 000 paysans chassés de leurs terres alors que 42 % de la population est analphabète et que 93 % des enfants en âge scolaire souffrent de malnutrition, dans un pays où le produit national brut a baissé de 13 % depuis décembre 1980, les exportations de 33 % et les importations de 23,3 %.

Les « conseillers » militaires US

Mais, le 5 février, le Pentagone annonçait la livraison au Salvador d'avions de haute technologie pour remplacer ceux qui avaient été détruits la semaine précédente par la guérilla, avions qui ne peuvent être utilisés qu'avec l'aide de techniciens américains.

Actuellement, il y a un conseiller militaire pour dix officiers salvadoriens et la télévision américaine a révélé que ceux-ci étaient directement engagés dans la direction des opérations de répression de l'armée.

Ce sont les « bérets verts » de l'armée américaine qui ont entraîné et encadrent le bataillon de mercenaires « Atlacatl ». C'est dans la base militaire US de Fort Bragg (Caroline du Nord) qu'un bataillon salvadorien de mille hommes reçoit des instructions de lutte anti-guérilla par les mêmes « bérets verts ».

Mais cette escalade, qui commence à inquiéter des fractions de l'impérialisme, sanctionne en fait l'échec de la contre-offensive qu'avec l'aide de

l'impérialisme, les forces répressives de la junte avaient lancée, en tentant de profiter, début 1981, de l'échec de « l'offensive finale » lancée par la direction de la guérilla.

Les masses ont repris l'initiative

A un an aujourd'hui de cette contre-offensive, il est visible que, loin d'avoir été écrasées, les masses salvadoriennes et la guérilla reprennent l'initiative.

Pour ne donner qu'un exemple, car la carte publiée par *Le Monde* est suffisamment parlante, le 22 janvier 1982, date anniversaire du massacre en 1932 de 30 000 ouvriers agricoles dirigés par le fondateur du PC salvadorien, Farabundo Martí, le FMLN a coordonné plusieurs opérations massives dans neuf des quatorze départements du pays.

La destruction d'une grande partie de l'aviation de l'armée à l'aéroport d'Ilopango, les sabotages répétés qui plongent plusieurs villes, dont la capitale, dans l'obscurité totale, démontrent que bien des réseaux sont reconstitués dans les villes y compris à San Salvador où règne la loi martiale et où le quadrillage par l'armée est pesant.

Lors des premiers jours de février, la guérilla a pénétré dans les trois grandes villes d'Usulután, San Miguel et Nueva Trinidad ainsi que dans d'autres plus petites comme Tonacatepeque, San Antonio de la Cruz, Jiquilisque.

Les opérations de nettoyage continues menées par l'armée sont incapables de déloger la guérilla et, dans les zones occupées par cette dernière, toute la vie économique et sociale est réorganisée. Déjà plusieurs radios, à l'image de Radio-Venceremos, fonctionnent à partir du territoire salvadorien.

La bourgeoisie divisée

Tout ceci alors que l'approvisionnement extérieur en armes et munitions devient de plus en plus difficile pour les forces de la guérilla. C'est cette réalité du puissant élan révolutionnaire de tout un peuple qui provoque les affrontements entre secteurs de l'impérialisme US.

Ainsi, au secrétaire d'Etat Enders qui déclare : « Si après le Nicaragua, le Salvador tombe aux mains d'une minorité violente, qui pourra vivre sans peur en Amérique centrale ? Pendant combien de temps les principaux intérêts stratégiques des Etats-Unis — le canal, les voies maritimes, les fournitures de pétrole — seront-ils préservés ? »

Un représentant du Parti démocrate, Studs, répond : « Vous craignez que le Salvador ne tombe aux mains d'une minorité violente. Comme si ce n'était pas déjà le cas ! Vous vous obstinez à voir dans cette révolution une manœuvre du bloc communiste et non ses causes internes : nous risquons de nous enfoncer de plus en plus au Salvador ; à long terme, cela signifie un autre Vietnam. »

La puissance manifestée par les masses salvadoriennes en lutte divise les différentes bourgeoisies et le vœu de Ken Bleakeley que « la consultation électorale ait lieu dans des conditions satisfaisantes » risque de n'être pas exaucé.

Des élections... sans liste électorale

Dans ce pays où l'état de guerre civile générale perturbe considérablement la production, les revenus de produits traditionnels d'exportation (café, sucre et coton) ont pâti davantage de la baisse des cours que de la guerre civile. La fuite des capitaux (depuis 1979, deux milliards de dollars sont allés chercher refuge à l'étranger) est un signe de l'inquiétude qui saisit l'oligarchie dominante comme l'est aussi l'émigration de plus en plus grande de techniciens et de membres de la petite et moyenne bourgeoisie des villes.

Cette situation se reflète dans les divisions qui secouent la junte. Les militaires cherchent aujourd'hui à remplacer l'actuel président de la junte, Napoleón Duarte, par le ministre des Finances, Eduardo Tenorio. Et si, face à la Démocratie chrétienne, cinq partis se disputent les postes de délégués à la « constituante » pour tenter d'attirer le plus grand nombre de votants possibles, il n'en existe pas moins des tensions entre ces différentes camarillas (1).

Evidemment, même si la hiérarchie catholique s'est résolument engagée dans l'appui à ces « élections », la position catégorique de refus de celles-ci par le FMLN, les dénonçant comme une farce, va considérablement peser pour qu'elles se retournent contre ceux qui les ont organisées. Des « élections » sans liste électorale, alors que jusqu'ici l'état de siège est encore prorogé, alors que tous les partis ouvriers et populaires sont illégaux et que la quasi-totalité du pays est entraînée dans la guerre civile, ont effectivement les traits d'une farce, jusqu'à la caricature.

Dans cette lutte contre cette sinistre comédie, nous sommes aux côtés des forces révolutionnaires, comme nous sommes inconditionnellement à leurs côtés dans leur lutte héroïque contre la sanglante dictature, dans la lutte contre l'intervention impérialiste au Salvador.

Jean Robles
17 février 1982

(1) Outre le Parti populaire, on enregistre le Parti de conciliation nationale (PCN), ancienne formation officielle des régimes antérieurs, le Parti d'orientation populiste (POP), du général Medrano, fondateur des groupes para-militaires ORDEN, l'Action démocratique (AD), liée au secteur moderniste de l'entreprise privée et l'Action rénovatrice nationale (ARENA) dont le leader, le commandant d'Aubuisson, affirme son admiration pour Pinochet.